

1^{re} Année

1^{er} et 15 Août 1918

N^{os} 15-16

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

Paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, Rue Jacob, Paris VI^{me}

.. .. Téléphone : Gobelins 40.99

Le Numéro : 0 fr. 50

Abonnements : France, Un an 12 fr. — Etranger, Un an 15 fr.

Comité de Patronage de "LA VOIX DE L'ARMÉNIE"

M. ALBERT THOMAS, ancien Ministre, Député.

M^{me} C. ANDRÉ.

M. le Général BAILLOD, Inspecteur général des Troupes Françaises en Egypte et en Palestine.

Mgr BAUDRILLART, Recteur de l'Institut Catholique de Propagande Française à l'Étranger.

MM. Pierre BERNUS, Publiciste, Correspondant du Journal de Genève.

BONET-MAURY, Professeur honoraire de l'Université de Paris.

Pierre de BOUCHAUD, homme de lettres.

Emile BOUTROUX, de l'Académie Française.

Paul BOYER, Directeur de l'École des Langues Orientales vivantes.

Georges CLEMENCEAU, Président du Conseil des Ministres, Sénateur.

DENYS COCHIN, de l'Académie Française, ancien Ministre, Député.

Baron Ludovic de CONTENSON.

Henri COULON, Avocat à la Cour d'Appel.

Charles DIEHL, de l'Institut, Professeur à l'Université de Paris.

Paul DOUMER, ancien Président de la Chambre des Députés, Sénateur.

Emile DOUMERGUE, Doyen de la Faculté libre de Théologie protestante à Montauban.

Eugène d'EICHTHAL, de l'Institut, Directeur de l'École des Sciences Politiques.

Etienne FLANDIN, Sénateur.

Anatole FRANCE, de l'Académie Française.

FRANKLIN-BOUILLON, ancien Ministre, Président de la Commission des Affaires Extérieures.

M^{me} Georges GAULIS, Publiciste.

Dr. H. Adams GIBBONS, Docteur en Philosophie, auteur de « La Fondation de l'Empire Ottoman ».

Mgr GRAFFIN, Directeur de la Société Anti-Esclavagiste.

MM. GUERNIER, Député, ancien Haut Commissaire de la République Française en Grande-Bretagne.

A.-F. HEROLD, Vice-Président de la Ligue des Droits de l'Homme.

Gustave HERVE, Rédacteur en Chef de « La Victoire ».

C. JONNART, ancien Ministre, Sénateur, Président de la Compagnie du Canal de Suez.

Mgr LE ROY, Evêque d'Alinda.

MM. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Institut.

Georges LEYGUES, Ministre de la Marine, Député.

F. MACLER, Professeur à l'École Nationale des Langues Orientales vivantes.

A. MEILLET, Professeur au Collège de France.

J. de MORGAN, ancien Délégué Général en Perse du Ministère de l'Instruction Publique.

René PINON, Publiciste, Professeur à l'École des Sciences politiques.

REBELLIAU, de l'Institut, Conservateur de la Bibliothèque de l'Institut.

Salomon REINACH, de l'Institut.

Marc REVILLE, Député.

G. SCHLUMBERGER, de l'Institut.

SENART, de l'Institut.

Mgr TOUCHET, Evêque d'Orléans.

M. Maurice VERNES, Président de la Section Religieuse de l'École des Hautes Études.

SOMMAIRE :

Un plaidoyer turc sur la question des massacres, par M. René PINON.

L'avenir de l'Arménie et de l'Asie occidentale, par M. Maurice VERNES.

Ce que la Suisse a fait pour l'Arménie, par M. E. DOUMERGUE.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS. — Une déclaration de M. Clémenceau. — La Turquie (Conférence de M. André Mandelstam à la Société de Sociologie).

Pages littéraires. — Salut à l'Arménie, par M. Ludovic BONNEPOV.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES. — Un banquet à Londres en l'honneur des philarmènes.

REVUES ET JOURNAUX. — La situation au Caucase, par M. R. de CAIX (Journal des Débats). — Les Allemands et le Caucase (Kreuz-Zeitung). — La brèche Caspienne (Le Times). — Les Anglais au Caucase (Le Gaulois). — Aménités turques (Analyse d'un article du journal turc Ikdam).

FAITS ET INFORMATIONS. — Une lettre de M. Balfour. — Les États-Unis et l'Arménie. — Une pétition au Congrès. — La situation au Caucase (lettre de Genève, dépêche de Casvin). — La lutte continue. — Les Anglais à Bakou.

LE COIN DES LIVRES. — Ouvrages récemment parus.

La Voix de l'Arménie

REVUE BI-MENSUELLE

Un plaidoyer turc sur la question des massacres

Les Jeunes-Turcs, sentant monter autour de leur forfait la réprobation des peuples civilisés — y compris celle de leurs alliés — cherchent des avocats. Pour leur mauvaise cause, ils n'en trouvent que de bien médiocres. Nous venons de lire la brochure intitulée : *La guerre mondiale et la question turco-arménienne* (1) par Ahmed Rustem bey, « ci-devant ambassadeur de Turquie à Washington. » Ce factum est visiblement inspiré directement par la Porte et documenté par les soins du gouvernement. Ahmed Rustem est un condottiere de la diplomatie ; il est Polonais d'origine, fils d'un réfugié de 1848 et devenu musulman. Il s'est — c'est lui-même qui nous le dit dans « l'explication personnelle » dont il fait précéder sa brochure — « inféodé au peuple turc autant par reconnaissance que par appréciation de ses très nombreuses et très sympathiques qualités. » Ambassadeur à Washington, Rustem n'y a pas laissé de regrets.

Ce diplomate a l'art de prévoir les objections : « La partie adverse cherchera à m'attaquer dans ma personne... A

(1) Berne, Imprimerie Staempfli et Cie, 1918.

supposer même que je sois le personnage indigne qu'elle cherchera sans doute à faire de moi, qu'est-ce que cela prouverait? Deux et deux n'en font pas moins quatre, même si c'est un filou ou un assassin qui l'affirme. » Rustem exagère; nous n'en aurions jamais dit autant! Mais nous disons que son argumentation est beaucoup moins claire et évidente que « deux et deux font quatre », que sa brochure, laborieuse et diffuse, n'est qu'un tissu de sophismes et d'inexactitudes, et que nulle part on n'y sent l'accent d'une indignation sincère ou d'une conviction vraie.

La brochure commence par un long exposé d'histoire générale qui n'a d'intérêt que parce qu'il reproduit une thèse officielle qui est devenue un *leit-motiv* des Jeunes-Turcs. La voici en peu de mots : le peuple turc est le plus doux de tous les peuples, son gouvernement le plus tolérant et le plus libéral. Depuis Mahomet II, les peuples non turcs vivaient heureux et tranquilles, en excellente intelligence avec les Turcs, sous le sceptre des sultans ottomans et le gouvernement paternel de la Sublime Porte. Survinrent des Européens méchants et ambitieux qui, par esprit de conquête, persuadèrent aux populations chrétiennes qu'elles étaient opprimées et qu'ils venaient les délivrer.

Voilà la thèse. Tout le monde sait cependant que les Puissances occidentales ont fait les plus grands efforts pour arriver à « moderniser » le gouvernement turc, qu'elles ont toujours encouragé et soutenu les essais de réformes constitutionnelles et que « l'intégrité de l'Empire ottoman » a été, pendant tout le xix^e siècle et le commencement du xx^e, un dogme de leur politique, qu'elles ont même soutenu des guerres terribles pour sauvegarder cette intégrité. Si les Turcs avaient le moindre sens politique, s'ils avaient été vraiment les « Européens » que la fiction diplomatique voulait qu'ils fussent, s'ils avaient su organiser un état moderne avec de bonnes

finances et une administration impartiale, leur empire serait aujourd'hui indépendant, fort, riche, et toutes les populations y vivraient tranquilles. Les Jeunes-Turcs et leurs avocats prennent l'effet pour la cause : la cause, c'est le grand mouvement d'autonomie et de libération qui, depuis la révolution française, a réveillé en Europe toutes les nationalités et a dressé, en face de tous les gouvernements oppresseurs, leurs imprescriptibles revendications.

L'Europe libérale salua la révolution de 1908 et l'avènement des Jeunes-Turcs : c'en serait fini des massacres et des difficultés sans cesse renaissantes. Sous l'égide de la liberté, toutes les nationalités ottomanes allaient pouvoir se développer dans le cadre renouvelé de l'Empire dont un régime de décentralisation administrative assurerait la solidité et l'avenir. Cruelle désillusion ! Le régime jeune-turc fut plus centralisateur, plus oppresseur, plus musulman, plus turc, qu'Abd-ul-Hamid lui-même ; sous l'influence de doctrinaires aveugles, comme le Dr Nazim, il entreprit la tâche impossible d'unifier et de « turcifier » toutes les races de l'Empire ; dès 1909, il massacre à Adana, il « turcifie » en Macédoine et en Albanie et provoque l'union — que l'on pouvait croire impossible — des États balkaniques contre lui et la guerre de 1912. C'est un vrai chef-d'œuvre de sottise et d'imprévoyance auquel les Enver et les Talaat ont mis le couronnement en 1914 en faisant la guerre à leurs protectrices séculaires, la France et l'Angleterre, et en se mettant sous la botte allemande dont la victoire des alliés pourra seule les délivrer. Jamais la Russie n'aurait élevé la moindre revendication territoriale sur Constantinople et les détroits si la Turquie s'était nettement, depuis 1908, rangée du côté des Puissances libérales. Rustem bey dans sa brochure verse un pleur sur les victimes turques de la guerre auxquelles, dit-il, on ne pense pas, tandis qu'on s'apitoie sur les Arméniens. Il oublie de nous dire qui a forcé les Turcs à faire la guerre. S'ils étaient

restés loyalement neutres, ils auraient raffermi et fortifié l'Empire pendant que les autres Puissances s'affaiblissaient; c'était le moment, pour eux, d'organiser définitivement une Turquie indépendante, libérale et décentralisée. Telle est la vérité historique, et les divagations d'un Ahmed Rustem n'y changeront rien. La Turquie paiera ses erreurs et ses crimes.

Nous arrivons à la question arménienne: la thèse de Rustem est bien connue et a déjà été réfutée bien des fois; les faits d'ailleurs la réfutent d'eux-mêmes: « C'est le lapin qui a commencé »; les Arméniens souhaitaient de s'émanciper du joug turc, et la preuve en est qu'ils ont, en 1913 et 1914, fait réclamer pour eux des « réformes » par l'Europe; aussitôt la guerre déclarée, et même avant, ils ont montré leurs sympathies pour l'Entente, ils ont aidé et guidé les Russes, ils ont organisé une révolte générale qui aurait amené la ruine de l'Empire ottoman si les Jeunes-Turcs n'avaient pris la précaution radicale, mais nécessaire, de déporter loin des frontières les populations arméniennes prêtes à trahir et dont une partie avait déjà trahi; ne les trouve-t-on pas, en effet, dans les rangs des Russes qui envahissent l'Anatolie orientale? Ainsi, ce sont les organisations politiques révolutionnaires arméniennes, notamment les Daschnakzags, qui portent la responsabilité des massacres; ils ont semé le vent et récolté la tempête; « ce qui devait arriver, arriva »; c'est fâcheux, mais les Turcs étaient en état de légitime défense et ils n'ont fait que ce que tout autre État européen, en guerre et luttant pour son existence, aurait fait à leur place. Il y a eu des abus dans l'exécution, des populations turques ou kurdes se sont ruées trop vite à la curée, mais ces malheurs sont dus à l'absence de routes, à la disette générale des vivres, et ne sont pas imputables au gouvernement. Telle est la thèse; on en reconnaît le cachet officiel; c'est le plaidoyer établi par Talaat, répété par la presse allemande et par les agents turcs

en pays neutres. Elle ne résiste pas à un examen même sommaire des faits.

Quand on se reporte, à la lumière des documents, aux premiers mois de la guerre et de l'intervention turque, on constate qu'il n'y a eu ni une révolte générale des Arméniens d'Anatolie, ni une résistance au service militaire, ni un vaste complot qui se serait traduit par des explosions locales et partielles. Il n'y a eu combat qu'en trois points. A Van, les Arméniens, ne pouvant douter du sort qui les attendait, se barricadèrent dans leur quartier, s'y défendirent avec succès et furent, un jour, agréablement surpris de se voir délivrés par l'arrivée de l'armée russe qu'ils n'attendaient pas et avec laquelle ils n'avaient eu aucune communication préalable. A Chabin-Karahissar, il n'y eut qu'un essai insignifiant et impuissant de résistance au massacre. Dans le Zeitoun enfin, canton belliqueux et à demi-indépendant, les déportations furent précédées d'une échauffourée dans laquelle quelques Arméniens, provoqués par des Turcs, prirent les armes et se barricadèrent dans un couvent, désavoués par leurs compatriotes et leurs chefs religieux ou civils. C'est tout. Ces faits sont connus par des récits de témoins européens, allemands, américains; ils sont établis sans contestation possible; le Dr Johannes Lepsius l'a constaté dans son rapport secret qui constituera, quand il sera connu, la plus péremptoire et la plus irréfutable des réponses à un *factum* tel que celui de Rustem bey. Les trois faits de Van, Zeitoun et Chabin-Karahissar n'ont aucune corrélation entre eux; ils se produisent à des époques différentes, dans des localités très éloignées l'une de l'autre et sans communication entre elles. Nulle trace, dans aucun récit, d'un mouvement prémédité contre le gouvernement. « Seule la persécution fut préméditée et fut conduite méthodiquement. »

Partout, au contraire, le massacre et la déportation surprirent les Arméniens sans défense. Commentaires-y seraient-ils

attendus? Leurs chefs les plus écoutés, les Daschnakzagsans, donnaient partout la consigne d'éviter toute apparence de provocation, d'obtempérer sans résistance à toutes les levées d'hommes ou d'argent faites sous le prétexte de la guerre. Ils n'avaient pas confiance en la Russie et recommandaient à leurs compatriotes la fidélité loyale et sincère au gouvernement ottoman comme la meilleure voie à suivre pour le salut de la nation arménienne. Ils crurent jusqu'à la catastrophe, non sans quelque naïveté, à la bonne foi et à l'amitié de leurs amis Jeunes-Turcs. Le patriarche de l'Eglise arménienne-grégorienne envoyait une lettre à tous les évêques pour recommander instamment aux Arméniens de consentir de bon gré au service militaire et à tous les sacrifices qu'on leur demanderait.

Quant aux Turcs, pendant les premiers mois de la guerre, leur presse ne tarissait pas d'éloges sur la fidélité des Arméniens à la patrie commune ottomane. Les journaux allemands, faisant écho à ceux de Turquie, louaient l'attitude loyale de la presse et de la population arménienne. A Vienne, l'ambassadeur Hilmi pacha déclarait à une délégation d'Arméniens qui avaient formé un comité pour le *Croissant rouge*, que « le gouvernement turc n'avait jamais douté de la fidélité ni du dévouement des Arméniens. » Les soldats arméniens, sur le front, donnaient l'exemple aux plus braves; à l'École militaire de Constantinople, il se présentait plus d'Arméniens que de Turcs pour suivre les cours destinés aux officiers de réserve. Il y a mieux. Enver pacha revenant, en février 1915, du front du Caucase, exprima au patriarche arménien sa particulière satisfaction au sujet de la tenue et de la vaillance des troupes arméniennes. A l'évêque de Koniah, qui lui avait envoyé à son passage une adresse de fidélité, il écrivait une lettre qu'a publiée l'*Osmanischer Lloyd*, journal allemand de Constantinople, du 26 janvier 1915, et de laquelle nous citerons le passage suivant :

« Je profite de l'occasion pour vous dire que les soldats arméniens de l'armée ottomane accomplissent consciencieusement leur devoir sur le théâtre de la guerre, ce dont je puis témoigner pour l'avoir vu moi-même. Je vous prie de présenter à la nation arménienne, dont le complet dévouement à l'égard du gouvernement impérial est connu, l'expression de ma satisfaction et de ma reconnaissance ».

Signé : ENVER,
Ministre de la Guerre,
Vice-généralissime de l'armée impériale.

Après un tel témoignage de quel poids peuvent peser les accusations rétrospectives d'un Rustem ?

Il y a mieux encore. En réponse au communiqué de l'Agence Havas du 24 mai 1915 dénonçant les massacres et les horreurs commises en Arménie, le gouvernement turc affirmait que cette nouvelle était de pure invention et que « les Arméniens... n'ont absolument rien fait qui pût troubler l'ordre et la sécurité publique ou qui ait nécessité des mesures de la part du gouvernement. » Même affirmation encore, le 17 août, par Zia bey, consul de Turquie à Genève. S'il y avait eu complot ou révolte, c'eût été cependant le moment de le proclamer pour apaiser l'indignation qui commençait à grandir dans le monde entier à mesure que les massacres étaient connus. Quand il fallut absolument trouver un complot, on dut aller chercher l'histoire déjà vieille du complot de l'opposition libérale turque qui datait d'avant la guerre (1912) et dans lequel un seul Arménien d'Egypte était compromis. Le *Tanine* et l'*Osmanischer Lloyd* racontèrent cette histoire, en la dramatisant, en mai 1915, et l'interview du Jeune-Egyptien, Dr Rifaat, membre du Comité Union et Progrès, dans l'*Extrablade* du 14 octobre, l'accrédita dans toute la presse allemande en y englobant tous les Arméniens. Tels sont les mensonges par lesquels on essaya de donner le change à l'opinion publique.

Quant à la participation de nombreux Arméniens à la guerre dans les rangs russes, elle s'explique tout naturellement par le fait que plus d'un tiers des Arméniens étaient sujets du Tsar et servaient loyalement ses drapeaux comme les Arméniens de Turquie servaient ceux du Sultan à l'entière satisfaction d'Enver. C'est ce que Rustem bey se garde bien de dire. Les Polonais ne sont-ils pas dans le même cas ? Et cependant le gouvernement allemand n'a cru pouvoir ni les massacrer ni les déporter. Si quelques Arméniens de Turquie ont été servir dans les rangs russes, il était naturel et facile de procéder légalement contre eux ; ce ne pouvait être, en aucun cas, une excuse pour le massacre de centaines de milliers de femmes et d'enfants innocents.

En réalité, le gouvernement turc, à l'encontre de l'opinion publique, a voulu profiter de l'occasion de la guerre pour extirper radicalement la nation arménienne du territoire ottoman. Son dessein est d'arriver à la « turcisation » complète ou à la destruction de tous les éléments non turcs de l'Empire. De cette façon, pensent les Nazim et les Talaat, les Puissances européennes n'auront plus aucun prétexte pour s'immiscer dans les affaires intérieures de la Turquie et réclamer des « réformes. » Les « réformes », que la pression de toute l'Europe obligea les Jeunes-Turcs à accepter en 1914, blessèrent profondément leur orgueil naïf ; le massacre et la déportation des Arméniens a été une vengeance d'abord, un moyen d'empêcher à l'avenir pareille intervention ensuite. On se demande, en vérité, si une pareille conception gouvernementale est plus stupide ou plus odieuse (1).

Nous ne suivrons pas Rustem bey dans les pages pénibles et ridicules où il cherche à atténuer les horreurs des déportations, des massacres, des viols, des conversions for-

(1) Les journaux annoncent au moment où nous mettons sous presse, que les Turcs commencent à user à l'égard des Grecs, des mêmes procédés grâce auxquels ils ont voulu exterminer les Arméniens.

cées et autres abominations. « Sans doute, dit-il, les Arméniens délogés eurent à souffrir *dans quelques cas* de l'insensibilité, de la brutalité et de la violence des soldats et des gendarmes chargés de les escorter jusqu'à leurs nouvelles demeures. » « Dans quelques cas » est impayable ! Ce qui ressort au contraire de tous les récits et témoignages, c'est que partout, non seulement la déportation a été voulue, ordonnée et réglée par le gouvernement central, mais encore que ce sont les agents du gouvernement qui, par ordre, ont aposté les bandes de brigands, incité les soldats à tuer et à violer, appelé les populations au partage des esclaves, femmes et enfants, interdit le ravitaillement des convois, empêché de préparer quoi que ce soit pour recevoir et installer les déportés dans ce que Rustem appelle « leurs nouvelles demeures. » En maints endroits, la population turque honnête protesta contre de pareils procédés, représenta qu'on déshonorait et ruinait le pays : on la fit taire. Certains hauts fonctionnaires refusèrent d'exécuter les ordres du gouvernement ; on les remplaça à l'exception de Rahmi bey, vali de Smyrne, que l'on n'osa pas toucher.

Le massacre et la déportation — c'est tout un — des Arméniens, ont été décidés par le gouvernement, minutieusement préparés par lui, afin que la race entière des Arméniens soit exterminée, supprimée ; on prenait cependant certaines précautions qui permettraient plus tard de nier, de rejeter sur les exécutants, sur le climat et le malheur des temps, la destruction à peu près totale des déportés. La responsabilité des Jeunes-Turcs, qui gouvernent l'Empire ottoman, est entière ; elle pèse sur eux du poids épouvantable de tout le sang répandu, de toutes les tortures physiques et morales ordonnées ou tolérées. — Elle les écrasera.

René PINON.

L'avenir de l'Arménie et de l'Asie occidentale

Je voudrais payer en quelque mesure la dette que j'ai contractée en acceptant de voir figurer mon nom dans le comité de patronage de *La Voix de l'Arménie*.

Je veux d'abord dire mon immense pitié pour ce peuple martyr et combien je suis touché de voir ses représentants s'oublier eux-mêmes, alors qu'ils ont le couteau sur la gorge, « pour tourner toutes leurs pensées, tous leurs sentiments, vers la France, patrie des patries, foyer et dernier refuge de la civilisation et de la démocratie, traquées par les nations de proie. » (1)

Ensuite un cri, un appel à cette « Justice immanente », qui ne répondra à nos prières que si nous savons agir :

O passi graviora, dabit Deus hisquoque finem !

Et puis, quelques indications sur les perspectives de l'avenir et sur certains des éléments essentiels de l'organisation future des nations libérées de l'Asie occidentale.

I

Après qu'eût été rendue publique la déclaration de M. Balfour, ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, en date du 2 novembre 1917, publiant la décision prise par le gouvernement anglais de favoriser l'établissement en Palestine d'un « Foyer national pour les Juifs », un meeting monstre israélien se tint au *London Opera House*, au cours duquel des représentants des nations arabe et arménienne « vinrent apporter aux

(1) Numéro du 1^{er} juin 1918 : *Hommage à la France*.

Juifs l'affirmation de leur sympathie et la promesse de leur collaboration. » (1)

Un orateur arabe eut cette touchante parole, doublement utile à rappeler en un moment où quelques anti-sionistes, trop pressés, s'attardent à proclamer que l'Islam voit avec appréhension et même avec horreur, le judaïsme se reconstituer près du tombeau d'Issa (Jésus) et de la Mosquée d'Omar :

« Rappelez-vous, ô fils d'Isaac, que les enfants d'Ismaël souffrent autant que vous avez souffert vous-mêmes ! »

Il embrassait ainsi tous les descendants d'Abraham, ceux issus de Sara comme ceux issus d'Agar, dans une même pensée fraternelle.

Et, ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est le message de félicitations adressé à l'assemblée par Boghos Nubar Pacha, président de la délégation nationale arménienne, message où il exprimait l'espoir que, à la fin de cette guerre, « les aspirations arméniennes seraient réalisées, en même temps que le peuple juif verrait la nationalité juive reconstituée et prévaloir son droit historique à s'établir sur la terre de ses ancêtres. »

Lord Robert Cecil, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, précisa, en termes d'une indéniable clarté, ce qu'on peut appeler « les buts » de l'intervention armée de l'Entente dans les affaires de l'Asie occidentale :

Je salue, dit-il, non seulement les milliers de Juifs qui sont présents, mais aussi les représentants des races arabe et arménienne, qui combattent également pour la grande lutte de leur liberté. Nos vœux sont que les pays arabes soient aux Arabes, l'Arménie aux Arméniens et la Judée aux Juifs. Qu'on me permette de dire que la part qu'a prise ce pays (la Grande-Bretagne) dans ce mouvement, n'est pas une chose nouvelle. Je prétends qu'en soutenant le Sionisme, ce pays ne fait que tirer toutes les conséquences de sa politique traditionnelle, exprimée par les deux mots : justice et liberté... Une des principales causes pour lesquelles nous sommes entrés dans cette guerre, est le

(1) Ce sont les termes dont se sert M. André Spire dans *Le mouvement sioniste*, brochure formant le n° 3 des tracts publiés par la « Ligue des amis du Sionisme ». — Voir *Jewish Chronicle* du 7 décembre 1917.

désir d'assurer à tous les peuples le droit de se gouverner eux-mêmes et de construire leur avenir sans crainte de menaces de leurs voisins plus forts.

Dans l'adhésion unanime qu'ont obtenue ces déclarations solennelles, seules quelques voix discordantes se sont fait entendre : elles proviennent d'un petit groupe syrien. Nous avons tout lieu d'espérer que les objections présentées de ce côté ne seront pas maintenues, devant les explications franches et loyales fournies par les porte-parole autorisés des gouvernements de Grande-Bretagne et de France.

Sir Mark Sykes, chargé de mission au Foreign Office, a cru devoir attirer l'attention des membres du comité central syrien de Paris sur le tort qu'ils feraient à leur cause, s'ils se fatiguaient en des compétitions et rivalités intérieures au lieu de s'affirmer tous ensemble dans l'acceptation d'un programme d'union et de liberté, applicable à leurs voisins comme à eux-mêmes.

En résumé, déclara-t-il, que les sectes et les nationalités syriennes s'entendent entre elles pour définir les programmes de leurs revendications. Il ne faut pas que les Syriens s'imaginent que si, au lieu de s'entendre, ils passent leur temps à se critiquer, à se molester les uns les autres, l'Europe continuera un jour de plus la guerre pour assurer l'indépendance de la Syrie.

Le représentant du ministère français des Affaires étrangères, après s'être associé aux « excellents avis » donnés au comité syrien par le délégué britannique, s'est exprimé d'une façon catégorique sur la politique adoptée par les gouvernements anglais et français, ainsi que sur la répartition des zones d'influence en Syrie — et nous sommes ici au plein cœur de notre sujet.

L'accord, a-t-il dit, est complet entre la France et l'Angleterre en cette affaire. — Les populations non turques d'Asie-Mineure (lisez : de l'Asie occidentale, Syrie, Palestine, Bassins du Tigre et de l'Euphrate, Arabie), qu'elles appartiennent à une ou plusieurs races, peuvent être assurées qu'elles seront aidées à se libérer du joug ottoman et à se préparer à un meilleur avenir. — Sans aucune idée d'expansion coloniale, les deux alliés sont déterminés, chacun dans sa sphère d'action, à guider le peuple parlant arabe et les autres peuples parlant d'autres langues, qui vivent dans les régions qui s'étendent de l'Anatolie jusqu'à l'Océan Indien, vers l'autonomie et une civilisation

développée. Les rôles que la France et la Grande-Bretagne espèrent jouer, sont ceux de guides vers un avenir meilleur ou d'arbitres entre les religions et les groupes ethniques, de conseillers amicaux, les uns dans le Nord, les autres dans le Sud. — Nous désirons (et ceci s'adresse spécialement aux membres du comité syrien) que cet exemple d'unanimité d'intentions soit connu et suivi par tous vos compatriotes. C'est seulement au moyen de l'unité, en abolissant les discordes qui ont été engendrées par le régime turc, que les habitants de la Syrie pourront réaliser cet avenir splendide, auquel leur donnent droit leurs souffrances passées et leur confiance obstinée dans la destinée de leur pays.

La citation est un peu longue; on me la pardonnera en raison de son importance capitale; car, en réalité, ces invitations pressantes à l'union intérieure s'adressent à tous les groupes ethniques et religieux qui, des hauts sommets de l'Arménie jusqu'au Sinaï, au golfe Persique, à la mer Rouge, et à la mer d'Oman, aspirent à la libération (1).

Jetons les yeux sur la carte, en écartant pour l'instant la question de l'Arabie proprement dite, qui est tranchée par la constitution du royaume arabe du Hedjaz. Il reste, en dehors de l'Anatolie (Asie-Mineure au sens restreint du mot), toute la portion de la Turquie d'Asie qui se définit par le haut massif arménien, lequel se prolonge au Sud-Est par la Mésopotamie, au Sud par la Syrie et la Palestine, deux branches que sépare la large échancrure du désert Syrien.

Laissons encore de côté la Mésopotamie, franchement arabe et musulmane, où les questions de réorganisation administrative et économique sont appelées à jouer le premier rôle.

C'est, en définitive, au groupe arménien-syrien-palestinien que s'appliquent, plus spécialement et très heureusement, les promesses faites par le représentant de la France en son nom comme au nom du gouvernement de la Grande-Bretagne, de « jouer le rôle de guides vers un avenir meilleur, d'arbitres entre les religions et les groupes ethniques, de conseillers amicaux »,

(1) Ces documents sont encore empruntés à l'excellente brochure de M. André Spire : *Le mouvement sioniste*, parue sous les auspices de la « Ligue des Amis du Sionisme », 20, rue de Longchamp, Paris, (16^e); mai 1918. — Consulter *Palestine* (journal anglais), numéro du 16 février 1918

les Français plutôt dans le Nord, les Anglais plutôt dans le Sud.

Je veux donc rechercher ici à quelles conditions peut s'effectuer la renaissance de l'Arménie, de la Syrie et de la Palestine, après leur libération, après que l'Entente, — qui les aura débarrassés de leurs tyrans et de leurs oppresseurs, — viendra affectueusement leur offrir son concours pour panser tant de plaies vives, pour relever tant de ruines, pour réconforter tant de lassitudes, pour contenir aussi des impatiences trop compréhensibles.

Il se trouve encore des gens pour nous dire : Les Turcs n'étaient pas si mauvais ; à Jérusalem, aux Lieux-Saints, ne montaient-ils pas vigilante garde pour empêcher les disputes des sectes rivales et bâtonner indifféremment orthodoxes, latins et arméniens ? — Oui, sans doute, à la façon des hauts barons du Moyen-Age, dont l'équité et la justice se mesuraient à l'état de leurs finances, pendant haut et court, le jour venu, le manant dont le labeur obstiné avait su mettre de côté quelques pièces d'or, échappées à la rapacité de leurs procédés fiscaux.

La première condition de la triple renaissance de l'Arménie, de la Syrie et de la Palestine, c'est la victoire des armées anglo-françaises, flanquées de contingents italiens, américains et grecs. Où en sommes-nous à cet égard ?

Hélas ! nous ne sommes pas encore sortis, depuis la défaillance et la décomposition de la Russie, de la phase des pires appréhensions. Nous sommes témoins du mauvais et nous redoutons le pire. D'un moment à l'autre, peut nous parvenir l'annonce de quelque affreux massacre, de quelque attentat odieux.

Du côté de la Géorgie, du Caucase, peut-on, d'ici à quelques mois, obtenir un concours direct ou indirect ? On n'ose l'espérer, bien que la réorganisation méthodique des nations qui formaient l'agglomération réunie sous la main du Tsar, soit une nécessité qui sera bientôt reconnue de tous. Quand le mouvement de protestation à la fois contre l'Allemand et le Maximaliste, aura trouvé quelques points d'appui sérieux, aura provoqué la formation de quelques centres de résistance, destinés

à se joindre les uns aux autres ou à s'épauler les uns les autres, l'intervention de l'Entente pourra rapidement conduire à la reconstitution d'un ordre régulier. Ce jour-là, les Puissances centrales auront devant elles une tâche ardue et difficile, qui obligera leurs efforts à se disperser de nouveau sur deux fronts opposés et éloignés.

Si l'Arménie peut résister pendant ce temps par ses propres moyens, elle verra le salut lui venir par le sud, par les vallées du Tigre et de l'Euphrate (1). Le Grande-Bretagne a accompli des merveilles en Mésopotamie; quand elle aura atteint Mossoul, elle sera prête à effectuer la liaison avec les armées qui auront marché de Jérusalem sur Alep, de Jaffa à Lattakié et à Alexandrette en s'appuyant sur une importante force navale. C'est ici que doivent intervenir les contingents français, italiens et grecs, libérés par l'afflux toujours croissant des troupes américaines, — et les Etats-Unis ne voudront pas que la libération de la Palestine et de la Syrie se produise sans leur participation effective.

Si cette collaboration internationale est prochainement rendue possible par l'état des fronts franco-belge, italien et macédonien, une campagne heureuse de l'hiver 1918-1919 peut mener les armées victorieuses jusqu'aux confins de la montagne arménienne. Ce jour-là, l'Arménie serait sauvée. Dieu veuille qu'il ne soit pas trop tard!

En résumé, une vigoureuse attaque en direction sud-nord de la part des armées alliées, marchant sur deux fronts distincts, épaulées par de nouveaux et importants contingents, soutenues par la flotte. — Et cette progression, devenue irrésistible après la jonction opérée dans la région d'Alep, impossible à maîtriser par des adversaires réduits à la défensive!

Mais ne nous faisons pas d'illusions. C'est par les armes seules, c'est par la force, que sera obtenu le succès. Le Turc, obtus et têtu, ne cédera que les territoires qui auront été conquis sur lui de haute lutte.

Ainsi la libération du Hedjaz, de la Mésopotamie, de la Palestine et de la Syrie, aboutit à la libération de l'Arménie.

(1) Eventuellement, par une pointe des Britanniques, accédant par voie de Perse à la mer Caspienne.

II

Je voudrais attirer maintenant l'attention de mes lecteurs sur un point, auquel j'ose attacher une importance équivalente à celle du facteur militaire et que j'exprimerai ainsi : *Les espérances attachées à la résurrection de l'Arménie, de la Syrie et de la Palestine ne se réaliseront qu'à la condition d'une répudiation totale des divisions et conflits tant politiques et ethniques que religieux.* Il y faut une tolérance, non point passive, surveillée par un gouvernement sage et judicieux, aidée par une administration probe et bienveillante, mais une tolérance active, consistant dans la ferme résolution prise par chacun des membres de ces nations, de ces Etats rappelés aux conditions d'une vie normale et libre, de considérer tous ses concitoyens, quelles que soient leurs croyances, leurs attaches politiques, leur nationalité, comme ses égaux, comme ses frères, comme ne lui étant ni inférieurs ni supérieurs, comme aussi fondés à vivre en juifs, en musulmans, en chrétiens catholiques, orthodoxes, uniates, monophysites, nestoriens, protestants de toutes dénominations, qu'il vit lui-même en catholique, en musulman, en juif ou en philosophe indépendant de toutes les églises.

Quant à la question politique et ethnique, M. André Spire, dans la brochure à laquelle j'ai déjà fait plusieurs emprunts, en a donné une définition, à la fois très fine et très forte, en commentant des déclarations faites par M. Stephen Pichon à la Chambre, le 27 décembre 1917, à l'occasion de l'entrée des alliés à Jérusalem.

Ce n'est pas, disait notre ministre des Affaires étrangères, une victoire anglaise ou française ; c'est une victoire pour l'univers civilisé. Elle signifie que les populations de cette antique partie de l'Asie, à quelque origine qu'elles remontent, seront soustraites au joug qui les opprimait. Ce n'est pas le régime spécial de la France ou de l'Angleterre qui sera substitué à celui qu'elles avaient à subir ; ce sera un régime international, fait de justice et de liberté.

Qu'est-ce à dire ? remarque M. Spire. Un « régime de justice et de liberté », à la bonne heure, si on ne l'entend pas,

comme les Jeunes-Turcs, à la façon des Jacobins et de la Convention.

D'un côté l'individu égal aux autres individus et, de l'autre côté, l'Etat et rien entre l'Etat et l'individu. On pouvait alors être bien sûr qu'il n'y aurait en Palestine ni liberté, ni justice.

Ah! que je m'accorde avec M. Spire à rejeter avec horreur cette conception dogmatique de la centralisation, qui fait de la masse des citoyens prétendus libres une poussière impalpable, coulée dans les formes rigides du formalisme administratif, et qui a failli entraîner la France à une ruine totale!

Si, au contraire, poursuit l'écrivain, cela voulait dire : Liberté pour les groupes ethniques de vivre de leurs mœurs, de leur vie de groupe, de ce qu'on appelle là-bas *nation*;... si cela voulait dire qu'il y aura une *nation chrétienne*, une *nation arabe*, une *nation juive*, jouissant de leur autonomie religieuse, sociale et morale et qui, dans les conseils du futur Etat, auront des représentations proportionnées à leur importance, alors on pouvait espérer qu'il y aura : développement, liberté, justice (1).

Pour atteindre ce résultat, il faudra assurément que les haines et les rivalités politiques et ethniques s'atténuent et s'absorbent dans une ferme volonté de fraternité et de collaboration. Or, quiconque connaît tant soit peu l'Orient, sait avec quelle jalousie elles sont entretenues par ceux qui espèrent en tirer profit ou par le fait seul de détestables habitudes, remontant parfois à un passé reculé.

N'insistons pas davantage : il y aura un très gros effort à faire en ce sens. A cette opération de version — ou de conversion — il faudra que l'École, à tous les degrés, s'emploie sans relâche, démontrant par une prédication inlassable aux enfants — et aux parents — que les droits de tous sont égaux et que nul n'a le droit de demander plus que son droit.

Voilà pour ce qui concerne les questions de race et de politique. La question religieuse soulève des débats plus graves encore et plus délicats; car elle dépasse la sphère des intérêts matériels pour entrer dans le domaine sacré de la conscience.

(1) Dans la pensée du Ministre comme dans celle de M. Spire, il s'agissait tout d'abord de la Palestine; mais nous avons le droit de généraliser.

Et ici nous demandons aux nations orientales que nous voulons appeler au régime de l'indépendance, non de regarder chez elles et de considérer combien de maux sont résultés pour elles de la pratique de l'intolérance, — cela serait désobligeant, presque cruel en ce moment, — mais de considérer combien les peuples mêmes qui s'arment pour leur délivrance ont eu à souffrir des querelles et des disputes religieuses et au travers de quelles épreuves, de quelles pénibles expériences, ils se sont résolus à assurer à tous leurs membres la liberté de la conscience, la liberté du culte, la liberté de la pensée. Le souvenir des violences, des crimes qu'ils ont été conduits à commettre pour maintenir la pureté de la foi, provoque chez les plus éclairés d'entre eux un douloureux sentiment de remords et de tristesse. Penser qu'il a fallu répandre tant de sang, faire couler tant de larmes, avant de s'arrêter respectueux devant le for intérieur!

Que nos amis de l'Asie occidentale mettent à profit les cruelles expériences qu'ont faites à leurs dépens l'Europe et les plus éminentes des nations qui la composent : la France, déchirée par les luttes religieuses du *xvi^e* siècle et la proscription du protestantisme au *xvii^e*; l'Espagne, abaissée pour des siècles par son odieuse expulsion des Maures et des Juifs, imposée par des raisons dogmatiques; l'Allemagne mise à feu et à sang par la guerre de Trente ans; le catholicisme polonais opprimé à l'Est par la Russie orthodoxe, à l'Ouest par la Prusse protestante...

III

Nous sommes en mesure de donner nos conclusions.

L'avenir de l'Asie occidentale, spécialement celui des trois pays qu'un ensemble de grandes traditions et un passé éclatant non moins que les circonstances présentes, associent intimement dans notre pensée : l'Arménie, la Syrie et la Palestine, est lié à différentes conditions.

Ce sont de grands martyrs, auxquels vont la pitié, l'admiration et la tendresse. Sur ces terres trempées de sang, ma foi discerne et prévoit la radieuse éclosion des roses.

Mais il faut s'y aider; il faut envisager d'un œil ferme les nécessités, les conditions obligatoires du relèvement.

En dehors de l'action militaire et diplomatique, en dehors de la tutelle éclairée que la France, l'Angleterre et les États-Unis offrent à l'Orient pour assurer ses premiers pas dans la carrière nouvelle qu'elles lui ouvrent, il y faut la ferme volonté, de la part des intéressés, d'abjurer les rancunes politiques, ethniques et religieuses.

Il y faut, dans le domaine religieux comme dans le domaine politique, la pratique du *self-government*, de la responsabilité, du respect mutuel des opinions et des croyances.

Je ne saurais trop attirer l'attention des Arméniens sur l'exemple excellent que leur donne le Sionisme en attachant une importance exceptionnelle à l'organisation méthodique de l'enseignement à tous les degrés, de l'enseignement théorique, technique et pratique. Noblesse oblige! Les admirables traditions littéraires de l'Arménie la conduisent à mettre la question des écoles, de l'instruction et de l'éducation du peuple, au premier rang de ses préoccupations.

Que le génie anglo-saxon, clarifié par la belle ordonnance que la France sait mettre à ses œuvres, lui serve de guide!

Plus de querelles religieuses, plus de divisions dogmatiques, plus de ces aigreurs, de ces zizanies, de ces compétitions qui ont parfois, par l'intempérance de leurs manifestations, refroidi les bonnes volontés!

Liberté de recherche, de pensée, de conscience, respect — et non pas simplement support — des opinions et des croyances!

Consolante pensée pour la France, durement éprouvée, de se dire qu'elle aura aidé à la résurrection d'antiques et glorieuses nations, de sœurs nouvelles qu'elle serrera dans ses bras fraternels!

Maurice VERNES,

*Président de l'Ecole pratique
des Hautes Etudes, Sciences religieuses.*

Ce que la Suisse a fait pour l'Arménie

Parmi les premiers, et les plus généreux et les plus clairvoyants défenseurs de la cause arménienne, — c'est-à-dire du Droit et de l'Humanité, — il faut placer Albert Bonnard, le grand journaliste, dont la Suisse romande pleure encore la perte.

Pendant plus de trente ans, dans la *Gazette de Lausanne*, d'abord, puis dans le *Journal de Genève*, son esprit droit, son cœur généreux mirent toutes leurs ressources au service des peuples opprimés : Alsaciens-Lorrains opprimés par l'Allemagne, Boers conquis par l'Angleterre (qui depuis, il est vrai, a librement rendu aux Boers plus de liberté et plus de puissance qu'ils n'en avaient jamais eu), Bulgares, Grecs, Macédo niens et Crétois opprimés par le Sultan, Finlandais opprimés par la Russie tsariste, Slaves opprimés par l'Empire d'Autriche, Congolais opprimés par le roi des Belges. Comment n'aurait-il pas, un des premiers, élevé la voix en faveur des martyrs arméniens ?

Dès le lendemain des massacres d'Erzeroum, juin 1890, puis au cours des tragiques années 1894-1895, Bonnard suivit avec émotion les scènes du terrible drame. Très prudent dans ses récits et n'admettant que les témoignages les plus authentiques, au risque de rester en deçà de la vérité, il se montra d'autant plus hardi dans l'examen des responsabilités. Il laissa vite de côté les explications et les démentis, officiels et hypocrites, dont se contentait la majeure partie de la grande presse européenne. Et il dénonça hautement les vrais coupables : le Sultan Abdul-Hamid, et... *les Puissances*, ces grandes puissances dites chré-

tiennes, qui, par lâcheté ou par calcul, laissaient faire le terrible massacreur.

Le même jour, 28 décembre 1893, A. Bonnard publia deux articles, l'un dans la *Gazette de Lausanne*, l'autre dans la *Semaine Littéraire* de Genève :

« Si les puissances ne font rien, écrivait-il, ou si elles continuent à se livrer à des puérilités de protocole, ce sera pour elles, pour l'Europe, pour la chrétienté, pour la civilisation, une honteuse faillie ». (*La Semaine littéraire*). « L'Europe n'a jamais failli d'une façon plus évidente à ses devoirs et à sa mission. Elle doit à l'humanité, elle se doit à elle-même, d'imposer silence à ses querelles, pour mettre un terme à la domination turque, rendre Constantinople à la civilisation et réexpédier, d'où ils viennent, les sauvages sanguinaires, que Mahomet II a déchainés sur l'Europe, et qui n'y sont restés jusqu'à cette heure que par les défaillances des princes chrétiens » (*Gazette de Lausanne*).

Après avoir ainsi dénoncé et flétri les criminels, Albert Bonnard précise et analyse le crime. C'est le produit logique de cette *real-politik*, dont l'Allemagne a donné l'exemple, le modèle, qu'elle est en train de pousser à son application extrême, et dont les autres puissances, au milieu de leurs compétitions, ne savent pas se débarrasser, ou même qu'elles s'efforcent parfois de pratiquer à leur tour.

Hélas ! la voix d'Albert Bonnard ne fut pas écoutée. Peu à peu le silence se fit : on oublia les grands massacres. Mais notre journaliste ne se laissa pas décourager, et reprenant sa vaillante plume, il attira plus d'une fois l'attention sur les horribles souffrances du peuple abandonné. Il réfuta les calomnies d'une presse, vraiment trop coupable, qui représentait les Arméniens comme les « rois de l'argent », les « princes de la spéculation », c'est-à-dire, en somme, comme des victimes peu dignes de sympathies. Et rouvrant le procès des grandes Puissances, il n'hésita pas à dénoncer spécialement l'Allemagne, et à la rendre responsable, tout particulièrement, de la criminelle inertie de l'Europe.

Le 27 janvier 1900, il écrivait dans la *Semaine Littéraire* :

« L'Allemagne triomphante pourrait-elle compter sur les sympathies durables des gouvernements et des peuples, si elle érige en seule règle de son action, son intérêt matériel exclusif? Quand le monde entier a frémi en apprenant les atroces massacres d'Arméniens, l'action de cet empire chrétien s'est exercée, sans réserve et sans *fausse-honte*, en faveur du grand assassin. Pourquoi? Parce que le cabinet de Berlin ne fait pas de *politique sentimentale*, parce qu'il veut développer son influence et son commerce en Orient, parce que le sang de tout un peuple étranger et lointain ne lui importe nullement. De la sorte, les Allemands ont réussi en beaucoup de lieux; les négociants arméniens, leurs seuls concurrents redoutables ont été éliminés; la faveur du grand Turc leur est acquise; les concessions et les monopoles pleuvent sur leurs ingénieurs, leurs entrepreneurs et leurs négociants. Mais est-ce vraiment là toute la politique, et une grande puissance n'a-t-elle aucune responsabilité vis-à-vis de l'humanité et de la civilisation? »

Avec quel étrange sentiment on relit ces vieilles pages, éclairées par les événements actuels! Comme Albert Bonnard a bien indiqué le secret ressort de toute la politique pangermaniste! Le chancelier Bethman-Hollweg n'a eu qu'à lui emprunter un de ses mots les plus fameux par leur terrible vérité : « *nous avons désappris toute sentimentalité.* » Ne l'avait-il pas déjà désapprise, l'empereur Guillaume II, quand il donnait son baiser célèbre et dégoûtant au Sultan rouge?

Mais un autre sentiment plus étrange encore me saisit. Quelle horrible série d'horribles forfaits accomplis par toutes les Puissances de l'Europe! Que de peuples tourmentés, martyrisés, plus ou moins exténués! Que de peuples, que de peuples! Et en même temps que je découvre, dans la terreur actuelle, le rôle de l'Allemagne, je découvre l'explication, et comme la légitimation des souffrances du monde entier. Ce monde est affreusement malheureux : n'a-t-il pas été affreusement coupable?

Vraiment il y a une justice immanente des choses. Quand

on sème le sang, on finit par récolter le sang. Les meules de la Providence écrasent lentement, mais sûrement.

I

Si Albert Bonnard (1) peut être considéré comme l'initiateur, en Suisse, du mouvement pro-arménien, Georges Godet, peut en être considéré comme le premier organisateur. Georges Godet, professeur de théologie à la Faculté indépendante de Théologie protestante de Neuchâtel, était le fils du célèbre exégète, à la science et à la piété également chaudes et lumineuses, Frédéric Godet. On a dit : « Georges Godet a vécu pendant des années pour les Arméniens ».

C'est aux publications de l'alliance évangélique (comité de Londres), que G. Godet, président du comité de Neuchâtel, emprunta les éléments de son premier travail sur « les persécutions actuelles en Russie » (*Journal religieux*, 9 nov. 1895), lequel débute par ces mots : « L'ère des persécutions n'est pas close ». — Le même journal (28 déc.) contient un article sur les *Massacres en Arménie*; puis (4 janv. 1896) sur *La mission protestante en Arménie*, etc. Le 27 avril, paraît la brochure sur *Les souffrances de l'Arménie*. Elle eut, la même année, quatre éditions. Il s'agissait d'émouvoir l'opinion publique, de recueillir des fonds, et de les envoyer à Constantinople, par l'entremise de l'ambassade anglaise.

Cette même année, 1896, eut lieu à Lausanne, sur une place publique, une assemblée populaire en faveur des Arméniens; plusieurs milliers de personnes y assistèrent. Des comités de secours se fondèrent dans plusieurs villes, et G. Godet fut nommé président de celui de Neuchâtel.

Un grand mouvement de protestation contre les atrocités turques se déclencha, secondé par les conférences du professeur G. Thoumaïan, une victime du gouvernement turc: 430.000 signatures furent recueillies, et, en quelques mois, 700.000 francs furent donnés pour envoyer les premiers secours.

(1) Nous aurions voulu parler de Marc Debrit, et du *Journal de Genève*. Les renseignements demandés ne nous sont pas parvenus.

Il n'y avait pas encore d'organisation centrale. Le 28 août 1896, une conférence réunit à Francfort les amis de l'Arménie. (Le pasteur Lepsius assistait à cette conférence, le pasteur allemand qui avait dévoilé en Allemagne les massacres d'Abdul-Hamid, ce qui entraîna sa démission forcée. Disons à son honneur qu'il est resté fidèle jusqu'à aujourd'hui à ses convictions, et qu'à son premier ouvrage, il en a ajouté un second, secrètement publié pendant cette guerre).

Le vœu fut émis que les divers comités suisses se fédérassent. C'est ce qui eut lieu dans une conférence tenue à Berne (15 sept. 1896). Le bureau du comité de Neuchâtel, présidé par G. Godet, fut désigné comme représentation permanente de la *Conférence des comités suisses de secours aux Arméniens*; et quelques semaines plus tard, on adjoignit au bureau un *Comité exécutif* de trois membres : G. Godet, L. Favre (de Genève) et Hugendubel (pasteur à Berne).



L'œuvre ainsi organisée a eu deux phases successives. Tout d'abord elle s'est occupée de nourrir les affamés, de vêtir les populations dépouillées, de les aider à rebâtir leurs maisons détruites.— Puis, la misère extrême étant un peu soulagée, l'œuvre s'est occupée des orphelins. Après le bureau de bienfaisance, l'orphelinat.

Le nombre des enfants adoptés pour cinq ans, a été d'abord de 367; il s'est élevé jusqu'à 500, sans compter 100 à 150 régulièrement secourus en dehors des orphelinats. Il fallut trouver en Suisse des personnes qui se chargeassent de la pension des orphelins; il fallut entrer en rapport avec les missions américaines en Arménie, et tout particulièrement avec le Comité international, siégeant à Constantinople, composé de notables commerçants et de missionnaires américains. G. Godet accomplit une grande partie de ce travail. Les 500 enfants arméniens, furent placés à Sivas, Gurun, Brousse, Bardezag, près Ismid (établissement nouveau) et jusqu'à Jérusalem.

En même temps, et, pendant plusieurs années, G. Godet rédigea les rapports annuels du Comité central, et les *Nouvelles de l'Œuvre de secours en faveur des Arméniens*, de 5.500 à 6.850 exemplaires en français, et de 24.000 à 46.000 en allemand, qui parurent trois ou quatre fois par an.

On s'occupa ensuite du personnel pour les établissements hospitaliers, instituteurs, institutrices, et enfin, on s'occupa des Arméniens réfugiés en Europe. Un comité dirigé par M. le pasteur Krafft, à Begnins-sur-Gand (canton de Vaud) fut chargé de centraliser, pour la Suisse romande, les renseignements relatifs à ces réfugiés arméniens. Mlle G. Godet ouvrit un comptoir de broderies et de tapis arméniens; et G. Godet resta en relations épistolaires régulières avec les orphelinats, et tout spécialement avec les institutrices suisses.

..

Quelques noms et quelques faits doivent être particulièrement signalés.

Dès la conférence constituante de Berne, en 1896, quelqu'un s'était de plus en plus intéressé au sort des Arméniens, et de plus en plus associé à l'activité de G. Godet; c'était M. Léopold Favre de Genève.

Philantrope, chrétien, avec une grande fortune et une générosité plus grande encore, il se consacra à la cause des martyrs. Bientôt il se trouva en relations avec les hautes personnalités des divers pays, aux Etats-Unis, en Allemagne. En 1903, il fit son premier voyage en Asie-Mineure; il devait y retourner cinq fois, sans compter deux voyages à Constantinople. En septembre-octobre 1905, il fut accompagné par G. Godet. Aujourd'hui encore, infatigable, il est sur la brèche.

Ce fut surtout M. Scholder-Develay qui popularisa l'œuvre pro-arménienne en Suisse alémanique. M. Scholder était un simple homme d'affaires, sans fortune, ni grande situation sociale; mais c'était un croyant animé d'une foi ardente, prêt à soutenir les causes les plus impopulaires, si sa foi ou sa charité l'appelaient. Par exemple, seul à Zurich il prit la défense de l'Armée du salut. De sa propre initiative, il envoya des feuilles

de propagande pro-arménienne à tous les pasteurs, et à tous les maîtres d'école de la Suisse alémanique. En 1897, il disait à un ami : « Je passe pour un fou, avec mes petites brochures pro-arméniennes ; n'importe ! la graine lèvera ». Elle leva.

Disons encore que, en 1914, le comité du Jura Bernois clôtura ses opérations. De 1897 à 1903, vingt-trois comités locaux avaient entretenu quatre-vingt-dix orphelins, et réuni la magnifique somme de 70.236 francs. Un village, à lui seul, avait donné 15 000 francs, tels autres 6.000 francs et plus.

..

Puis est venue la période décroissante, les enfants admis dans les orphelinats ayant peu à peu atteint un âge et une instruction, qui leur permettaient de gagner leur vie.

Le chiffre des dépenses qui s'était élevé en 1899 à 90.000 francs, et en 1900 à 114.000 francs, descendit en 1901 à 75.000 francs, en 1902 à 66.000 francs, en 1903 à 50.000 francs, en 1904, à 46.000 francs. en 1905 à 40.000 francs.

Le comité dirigé par M. le pasteur A. Krafft, après avoir rendu de sérieux services, fut dissous en 1904, et finalement l'orphelinat de Sivas resta le seul orphelinat suisse en Arménie.

Là ont travaillé Mlles Stueky et Marie Zenger. Là est morte Mlle Marie Zenger. Celle-ci a fini par tomber victime de son infatigable dévouement, après avoir contracté le typhus à Erzeroum en soignant les blessés, « révélant une fois de plus les plus belles qualités de courage et de dévouement ; consommant ainsi une vie de sacrifice et d'abnégation... Ses facultés d'organisatrice, ses dons intellectuels pour l'enseignement, son esprit pratique pour les soins matériels les plus divers, son bon sens dans la manière de déchiffrer et de traiter les caractères les plus divers, l'influence que sa parole et sa *piété* simple exerçaient sur grands et petits, tout cela s'était développé d'une manière surprenante, sans rien enlever à un fonds d'enjouement et de bonne humeur, qui lui donnait un charme communicatif ».

Marie Zenger a été la gloire de l'œuvre romande et suisse, sous la direction de G. Godet, qui mourut en juin 1907.

II

Tandis que l'œuvre dirigée par le comité central de Neuchâtel s'achevait peu à peu, ou du moins se concentrait dans l'orphelinat de Sivas, la guerre mondiale éclatait, et les Arméniens en étaient les plus lamentables victimes. Avec leurs « déportations », les Jeunes-Turcs faisaient pâlir les horreurs et les infamies perpétrées par le sultan rouge lui-même.

La Suisse renouvela et reprit son activité pro-arménienne. En 1915, le 3 novembre, par une conférence des comités cantonaux à Berne, fut fondée *L'Oeuvre Suisse de secours aux Arméniens*, dont le siège fut à Bâle, avec le Dr Guillaume Visser, pour président. Cette œuvre réunit les différentes associations suisses, qui, depuis longtemps, s'occupaient des Arméniens : (1)

En dehors de cette œuvre, il faut encore citer l'*orphelinat évangélique arménien de Brousse* (Asie-Mineure), la plus ancienne des œuvres de secours ; elle date du 1^{er} juillet 1894 ; l'*orphelinat de Césarée* créé par une Suissesse, Mlle Gerber ; l'*école évangélique de filles de Konia*, de 1911. — Il faut également noter la participation suisse à des œuvres pro-arméniennes, dont le siège est en Allemagne : *L'association allemande de secours pour l'œuvre de la charité en Orient* ; la *Mission allemande en Orient*. le *refuge de Bethesda pour les aveugles*, à Malatia sur l'Euphrate.

L'Œuvre de 1915 estima nécessaire de publier d'abord des nouvelles sur le triste sort des Arméniens. Elle répandit deux rapports, en français et en allemand, contenant surtout les récits des témoins oculaires. Elle envoya des notes aux journaux, et se livra à une grande campagne de conférences. A la fin de la première année, 1915, l'œuvre avait reçu 200.000 francs.

Un Bureau Suisse de secours aux Arméniens fut établi.

Les Nouvelles de l'Arménie devint une « feuille périodique

(1) « Ce ne sera pas une organisation de longue durée. Elle n'a pour but de couper l'herbe sous les pieds de l'œuvre permanente, qui existe depuis 1896. Son seul but est, employant les voies qui restent ouvertes, de sauver la vie du plus grand nombre possible d'infortunés. »

pour les amis des Arméniens en Suisse, et l'organe de l'Oeuvre Suisse de secours aux Arméniens 1915, et de la Société des Amis d'Urfa à Bâle ».

Urfa, un nouveau nom, et une autre œuvre fort considérable ! L'orphelinat, qui s'occupait de 160 enfants, a dû s'occuper de 3.000 ; puis, faute de ressources, a dû se restreindre à 2.500. « Je n'en reçois pas davantage, écrivait le directeur M. Kunzler, au risque que quelques-uns périssent ; mieux vaut quelques-uns que tous » — L'Oeuvre suisse de secours a envoyé chaque mois 10.000 francs à Urfa.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir été complet. Sans doute, bien des renseignements nous ont manqué, et peut-être nous sommes-nous un peu égaré dans le dédale de toutes ces œuvres. Quel magnifique fouilli ! On dirait de la forêt vierge. Arbres et œuvres poussent partout et s'entremêlent.

Qu'est-ce à dire, sinon que l'activité charitable et pro-arménienne de la Suisse a été énorme ? Et quand on pense à tout ce que cette même Suisse a fait dans les autres domaines de la charité, on ne peut qu'être émerveillé. Seulement qu'est-ce qui doit l'emporter : l'admiration ou la reconnaissance ? N'essayons pas de le décider, et laissons ces deux sentiments rivaliser entre eux dans une ardeur croissante.

..

Il nous sera permis, en finissant, de signaler la contribution apportée par l'*Oeuvre de secours* 1915 à la connaissance et à la propagation de la vérité sur les atrocités arméniennes.

Les premières atrocités, celles d'Abdul-Hamid, avaient été révélées dans la brochure retentissante de G. Godet ; les secondes, celles des Jeunes-Turcs, ont été révélées par les publications tout à fait remarquables de Genève.

M. Léopold Favre a fait paraître trois fascicules intitulés : *Quelques documents sur le sort des Arméniens en 1915 et en 1916*. On y remarque les documents suivants : « Les expériences de deux infirmières allemandes, restées à Erzeroum d'octobre 1914

à avril 1915, au service de la *Deutsche militar mission* » — « Réponse à quelques calomnies ». (Brochure Bratter) ; et tout particulièrement : « Impressions d'un Allemand, maître d'école en Turquie, par le Dr Martin Niepage, maître supérieur à l'école real allemande d'Alep ».

Voici quelques passages de ce dernier document. Ils devront être médités par tous les futurs historiens de ces abominations ; et ils doivent être enregistrés dans les pages de cette revue :

« Comment nous, instituteurs, pouvons-nous lire avec nos élèves, nos contes allemands, ou étudier dans la Bible l'histoire du Samaritain ?... Notre travail est une insulte à la morale et la négation de toute *sensibilité humaine*. » [N'oublions pas qu'à ce moment le chancelier von Bethmann Hollweg le proclamait : « Nous avons désappris toute sensibilité ».] « *Ta'alim el aleman*, — c'est l'enseignement des Allemands, — dit le simple Turc à ceux qui lui demandent quels sont les instigateurs de ces forfaits. Les Turcs les plus cultivés admettent que, même si le peuple allemand blâme les cruautés, le gouvernement allemand ne fait rien pour les empêcher, cela par égard pour ses alliés turcs... Dans les mosquées, les mollahs disent que ce n'est pas la Porte qui a ordonné les cruautés envers les Arméniens, et leur extermination, mais les officiers allemands.

« Pour éviter d'avoir à changer d'idée sur le caractère allemand qu'ils avaient l'habitude de respecter, beaucoup d'hommes cultivés se représentent les choses de la manière suivante : — Le peuple allemand, disent-ils, ne sait probablement rien des effroyables massacres, qui sont en cours d'exécution partout en Turquie, contre les chrétiens indigènes, car le peuple allemand aime la vérité. Et comment s'expliquer que les seules nouvelles données pas les journaux allemands mentionnent seulement que les Arméniens ont été arrêtés comme espions ou comme traîtres, et ont été justement et légalement fusillés ? D'autres Turcs disent : — Peut-être le gouvernement allemand a-t-il les mains liées par des accords sur les compétences réciproques, ou peut-être son intervention n'est-elle pas opportune dans ce moment. — Nous savons que l'ambassade allemande à Constantinople a été renseignée sur tout par ses consuls. Mais

comme il n'y a jamais eu jusqu'ici aucune modification dans les procédés de déportation, notre conscience nous oblige à écrire ce rapport » (lequel a été approuvé et signé par les autres instituteurs, et le directeur même de l'école.)

On lit encore dans ce même document : « Sur l'opinion des officiers allemands, je ne puis rien dire. J'ai souvent remarqué leur silence *glacial* (1) ou leurs efforts désespérés pour détourner la conversation, lorsque quelque Allemand sensible émettait un jugement indépendant sur l'effroyable misère des Arméniens.

« L'auteur de ce rapport n'admet pas que, si le gouvernement allemand avait eu la ferme volonté d'arrêter ces exécutions, au dernier moment, il n'aurait pas pu rappeler le gouvernement turc à la raison... Allons-nous continuer à déclarer que les massacres de chrétiens sont une affaire intérieure de la Turquie, qui n'a d'autre importance pour nous que de nous assurer l'amitié de la Turquie ? Alors, nous devons cesser d'envoyer des maîtres d'école en Turquie, et nous maîtres, nous devons cesser de parler à nos élèves des poètes et des philosophes de l'Allemagne, de la culture allemande, de l'idéal allemand, et ne plus rien dire du christianisme allemand ».

Encore, dans les « Notes de voyage d'un allemand mort en Turquie », on lit, à la fin du récit d'un massacre horriblement hideux : « Ensuite ces gens allèrent devant l'hôpital allemand, et crièrent : *Yachassin Alemanyä*. — Vive l'Allemagne ! Des musulmans m'ont dit et répété que c'était l'Allemagne qui faisait détruire les Arméniens de cette façon ».

Plus loin : « A Arab-Punar, un major turc parlant allemand s'exprime en ces termes : — Nous sommes très fâchés contre les Allemands, de ce qu'ils agissent ainsi. — Comme je protestais, il dit : — Le chef d'Etat-major général est allemand ; von der

(1) Dans les *Mitteilungen über Armenien*, n° 3, janvier 1917, un Suisse, qui a été témoin des déportations, le Dr Ed. Gräter, de Bâle, dit : « Parmi les officiers (allemands) il est mal vu de toucher à la question arménienne ; on se heurte à un silence *glacial* [c'est le même mot que dans le rapport de l'instituteur allemand], comme si on avait commis une inconvenance, ou on entend les plus incroyables explications. »

Goltz est commandant, et il y a tant d'officiers allemands dans notre armée ! — A Nur-Tell, un inspecteur musulman parlait dans les mêmes termes... Comme je l'interrogeais, il déclara : — Ce n'est pas moi seulement qui le dis, c'est tout le monde ».

Et le trait de la fin : « Le président de la commission de déportation me dit : — Vous ne comprenez pas ce que nous nous proposons. Nous voulons détruire le nom arménien. De même que l'Allemagne ne veut laisser subsister que des Allemands, nous Turcs nous ne voulons que des Turcs ! »

Quand on sait quelle est la conscience, la sévère impartialité (qui lui a été reprochée) de l'éditeur de ces documents (1), on peut être absolument sûr de leur absolue authenticité. Or, il n'y en a pas de plus accablants pour le pangermanisme, ce frère du pantouranisme : toujours le baiser, le hideux baiser donné par Guillaume II à Abdul-Hamid.

Et nous voilà revenus à notre point de départ, et à Albert Bonnard.

Du moins, pour l'honneur de la nature humaine, retenons la série de ces noms allemands : Forster, Nicolaï, Litkowenski, Muchlon, le pasteur Lepsius, le maître d'école Niepage.

E. DOUMERGUE,

*Doyen de la Faculté libre
de Théologie protestante de Montauban.*

(1) Dans le précédent fascicule on lisait encore : « Nous n'incrimons pas les gouvernements alliés de la Turquie ».

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

LA FRANCE ET L'ARMÉNIE

Une déclaration de M. Clemenceau

Les déclarations si réconfortantes pour les Arméniens de M. Balfour, que nous avons reproduites dans notre précédent numéro, n'ont pas tardé à être suivies par des affirmations non moins engageantes formulées par M. Georges Clemenceau, Président du Conseil, au nom du Gouvernement de la République.

C'est avec la plus vive satisfaction et une profonde gratitude que les Arméniens prendront connaissance de la correspondance suivante, échangée entre M. Boghos Pacha Nubar, président de la Délégation Nationale arménienne et M. Georges Clemenceau, président du Conseil, ministre de la guerre.

Lettre adressée par Boghos Nubar Pacha
à M. Georges Clemenceau

Hennebont, 14 juillet 1918

Monsieur le Président,

Je lis à l'instant dans un journal que M. Balfour a fait hier, aux Communes, une déclaration en faveur des Arméniens et a affirmé qu'ils seront au nombre des nations dont le sort sera réglé par les Alliés selon le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

Je savais que, cédant à nos démarches, le Foreign Office ferait cette déclaration et je l'attendais avec impatience.

Si maintenant je vous écris au milieu de tous vos soucis et de vos accablantes occupations, c'est pour vous prier de ne pas nous abandonner en ces heures d'angoisse, vous qui vous êtes toujours montré si bon pour les Arméniens et qui les avez défendus.

Après les provinces arméniennes de Turquie réoccupées par les Turcs grâce à la trahison bolchevique, voici les Arméniens du Caucase écrasés à leur tour — avant que les Anglais aient pu arriver à leur secours — forcés de se soumettre aux conditions imposées par la Conférence réunie à Constantinople et de se confiner dans une minuscule République, soi-disant indépendante, qui ne sera qu'une vassale de l'Allemagne.

Une poignée de survivants des massacres d'Arménie — 25,000 hommes environ — sont seuls à résister encore sur ce front, avec l'énergie du désespoir et un courage qui commande le respect.

Des 900 volontaires arméniens qui, dès le début de la guerre, s'étaient engagés en France dans la légion étrangère, il reste à peine une cinquantaine de combattants. Les autres se sont fait tuer sur le front français, après avoir gagné les plus glorieuses citations pour leur bravoure et les rares aptitudes militaires qu'ils ont déployées.

Des volontaires accourus d'Égypte et d'Amérique ont formé des bataillons de la Légion d'Orient et sont en ce moment même en marche pour la Palestine, où ils vont combattre dans les rangs du contingent français. Ils y sont allés avec enthousiasme, ayant tout sacrifié dans l'espoir de contribuer à côté des Alliés à libérer enfin leur patrie.

Mais ils ont besoin, comme leurs frères des provinces de Van et d'Erzeroum, qui se battent pour défendre leurs foyers... tous les Arméniens ont besoin, dans ces jours de détresse, d'un mot de réconfort, d'encouragement de la France. C'est là ce que je viens vous supplier de leur accorder.

Je demande que votre gouvernement saisisse ou même provoque une prochaine occasion pour dire que la France, protectrice traditionnelle des peuples opprimés, n'abandonnera pas plus les Arméniens qu'elle n'abandonnera les autres nationalités sujettes, et que, ne reconnaissant pas plus les

tractations imposées par la Conférence de Constantinople, qu'elle n'a reconnu les traités de Brest-Litovsk, elle fera rendre justice aux Arméniens au jour de la victoire, en réalisant leurs aspirations nationales.

Telle est, mon cher Président, mon humble requête. Je sais que je puis compter sur votre sympathie pour notre cause et sur votre appui, et je vous en remercie d'avance.

Signé BOGHOS NUBAR

Réponse de M. le Président du Conseil

Cher Monsieur,

Rappelant la conduite héroïque de vos compatriotes, vous me demandez de saisir une prochaine occasion pour encourager leurs efforts et pour leur dire que les conditions imposées par la Conférence de Constantinople ne seront pas reconnues par le gouvernement de la République.

La France, victime de la plus injuste des agressions, a inscrit dans ses revendications la libération des nations opprimées.

Protectrice traditionnelle de ces peuples, elle a manifesté à maintes reprises sa profonde sympathie pour les Arméniens. Elle a tout tenté pour venir à leur aide.

L'esprit d'abnégation des Arméniens, leur loyalisme envers les Alliés dans la Légion étrangère, sur le front du Caucase et à la Légion d'Orient, ont resserré les liens qui les attachent à la France.

Je suis heureux de vous confirmer que le **gouvernement de la République, comme celui du Royaume-Uni, n'a pas cessé de compter la nation arménienne au nombre des peuples dont les Alliés comptent régler le sort selon les règles supérieures de l'humanité et de la justice.**

Veuillez croire, etc.

Signé : CLEMENCEAU.

LA TURQUIE

(Extraits d'une conférence donnée le 13 mars 1918, à la salle de la Société de Sociologie de Paris, par M. ANDRÉ MANDELSTAM, ancien premier drogman de l'Ambassade de Russie à Constantinople, etc., etc.).

Nous devons à l'obligeance de l'auteur, ainsi qu'à celle de la Société de Sociologie de Paris, le privilège de pouvoir donner les premiers dans La Voix de l'Arménie, un résumé de la conférence de M. Mandelstam, qui est une étude sociologique approfondie de la psychologie du peuple turc, en même temps qu'un réquisitoire irréfutable contre le maintien de la souveraineté ottomane sur les races non-turques de l'empire. Personne n'aurait pu traiter un sujet si délicat avec autant de compétence et d'autorité que l'auteur de l'ouvrage magistral Le sort de l'Empire ottoman, — ouvrage cité à plusieurs reprises dans ces pages et à l'analyse duquel a été consacré l'éditorial du 4^e numéro de notre Revue.

Le texte complet de cette Conférence paraîtra incessamment en une brochure, par les soins de la Délégation Nationale Arménienne.

I

Les traits distinctifs de l'Etat hamidien vous sont certainement connus. C'était une despotie, théocratique et nationaliste.

En premier lieu, la Turquie hamidienne était un état *despotique*. Tout le pouvoir réel était concentré entre les mains du Sultan. La Sublime Porte traînait une misérable existence à côté du Palais tout-puissant. C'est de ce Palais que dépendaient les nominations à toutes les charges importantes de l'Etat.

L'espionnage était devenu une véritable institution publique, qu'il fallut, après la Constitution, abolir par iradé spécial. Le redoutable virus pénétrait goutte à goutte dans la moelle du peuple turc et l'empoisonnait lentement, mais sûrement.

Le gouvernement hamidien a été souvent caractérisé comme une vaste organisation pour la spoliation et le pillage. On ne saurait mieux dire.

Les tribunaux fonctionnaient sous la double impulsion du backchiche et des injonctions du Palais. La presse gémissait sous la férule de la plus grotesque et la plus impitoyable censure préventive. L'instruction publique était confiée à des personnes réputées pour leur ignorance.

L'état *despotique* d'Abdul-Hamid était, en même temps, une *théocratie musulmane* opprimant tous les peuples chrétiens soumis à sa loi, et un État *nationaliste turc*, sournoisement hostile même aux peuples musulmans non-turcs, tels qu'Arabes, Albanais et Kurdes. Il est vrai que sous Abdul-Hamid le pan-turquisme ménageait les musulmans. Il se servait des *Kurdes* comme complices dans l'œuvre de la destruction de la race arménienne, et des *Albanais* pour décimer l'élément serbe. Quant aux *Arabes*, la politique panislamiste inaugurée par Abdul-Hamid imposait à la Turquie une extrême prudence et tous les ménagements possibles.

Il n'est que juste de constater qu'en Arménie, l'ère des massacres en règle et sur ordre n'a été introduite que sous Abdul-Hamid. Ce n'est pas que les Turcs des siècles précédents eussent été meilleurs. Mais les malheureux paysans arméniens, dans l'Arménie proprement dite, s'étaient accoutumés peu à peu au joug des seigneurs kurdes qui leur laissaient, pour employer l'expression d'un Consul Français, « généralement assez pour vivre ». Et dans tout l'empire, les Turcs exploitaient l'activité du marchand et du banquier arméniens et profitaient même assez souvent, dans leurs administrations, de la finesse de l'intelligence arménienne. Vers le milieu du XIX^e siècle, les maîtres étaient même tellement contents des esclaves qu'ils leur donnaient le surnom de « nation fidèle » (*milleti sadyka*) pour les distinguer des autres nations qui, comme la grecque, s'efforçaient de secouer leur joug.

Pourquoi alors les massacrer ? La raison en est très intéressante à constater pour la psychologie des Turcs. C'est que la « nation fidèle » arménienne commença lentement, mais sûrement à se relever sous le rapport matériel et moral, et que les Turcs virent un danger mortel dans ce relèvement, dépassant leurs buts d'exploiteurs. Ne pouvant pas rivaliser dans le domaine de la civilisation avec les Arméniens, les Turcs préférèrent les réduire à un état d'impuissance. Ils laissèrent d'abord leurs armées mettre à feu et à sang l'Arménie pendant les guerres de 1856 et 1877. Puis, lorsque les traités de San-Stefano et de Berlin eurent imposé à la Porte l'obligation des réformes arméniennes, celle-ci entreprit contre les grandes puissances une sourde lutte dont l'enjeu était l'existence même du malheureux peuple.

Les massacres de 1895 ne furent pas l'explosion spontanée d'un fanatisme religieux ou de race ; ils furent froidement organisés par le gouvernement d'Abdul-Hamid. Parmi tant de témoignages de ce fait historique je me borne à citer ce passage

d'une dépêche du Chargé d'affaires de France, M. de la Boulière, du 3 septembre 1896 : « Je ne pourrais citer à Votre Excellence la série interminable des faits qui prouvent jusqu'à l'évidence que c'est le Sultan lui-même qui arme les bras de ces assommeurs et leur enjoint de courir sus à tout ce qui est arménien ». Environ 100.000 Arméniens périrent dans ces massacres. M. Lepsius, un Allemand très vieux-jeu, a constaté sur place : 1° que les massacres ont été préparés et organisés par les autorités civiles et militaires ottomanes elles-mêmes; 2° que dans toute l'Arménie, les Arméniens n'avaient rien fait qui justifiait la sentence prononcée contre eux.

Ce régime hamidien-despotique envers tous les sujets de l'empire, était-il contraire ou conforme aux vraies tendances et sentiments de la race turque? Voilà le problème sociologique qui se pose.

Témoin oculaire du régime hamidien et de toutes ses horreurs, j'ai cependant hésité à en confondre le caractère avec celui du peuple turc lui-même. Certes, le régime d'Abdul-Hamid n'aurait pu durer 33 ans, si une large couche de la nation, corrompue jusqu'aux moelles, n'y avait trouvé son profit. Certes, pour ériger l'espionnage en institution d'Etat, il fallait que le niveau moral de la nation fût bien bas. Certes, les massacres en Arménie, les tueries et pillages en Macédoine, témoignaient de la cruauté non seulement des soldats turcs, mais du bas peuple qui y prenait part. Cependant vers la fin du règne, l'oreille de l'observateur attentif entendait des courants plus frais monter vers la surface de cette mare immense d'ignominie et de turpitude. La jeunesse turque, surtout la jeunesse militaire, s'agitait. Des milliers de jeunes gens étaient jetés en prison; d'autres prenaient le chemin de l'Europe et criaient à la face du monde que le peuple turc était foncièrement bon et noble et que son gouvernement seul le déshonorait en commettant en son nom des crimes dont l'horreur faisait frémir ses sujets turcs non moins que l'Europe.

Les Jeunes-Turcs sont arrivés au pouvoir, et s'y maintiennent depuis 1908. L'histoire ne pourra donc pas dire que les crimes de ses sultans ont empêché le peuple turc de montrer à l'univers son âme véritable. En tout cas, nous sommes dans une meilleure posture pour saisir cette âme turque.

Quel est le bilan de la politique intérieure des Jeunes-Turcs depuis 1908 jusqu'à la guerre?

Il nous semble qu'on peut diviser cette vie politique jeune turque en quatre périodes :

1° — Pendant la première période, qui ne dura que neuf mois (juillet 1908-avril 1909), les Jeunes-Turcs firent un sincère effort d'opposer au despotisme de la théocratie turque l'idéal d'un Etat ottoman et libéral. Cet idéal ne comprenait cependant que la reconnaissance des droits de chaque citoyen, comme otto-

man, et non pas la garantie des droits des différentes nationalités de l'Empire. Il ne se trouva pas parmi eux de véritables hommes d'Etat capables de comprendre que seule la *décentralisation* présentait des chances pour sauver l'empire. Au contraire, ils virent dans ce principe un ferment de désagrégation. Le 25 octobre 1908 déjà, Hussein Djahid Bey put dire dans le *Tanine* qu'après tout la nation turque était et resterait la nation dominante en Turquie (milleti hakimé). Les relations entre Turcs et allogènes revêtirent donc bientôt et fatalement un caractère de méfiance et d'hostilité.

2° — *Après le fameux coup d'Etat du 31 mars (13 avril 1909) et la prise de Constantinople (le 26 avril 1909) par Mahmoud Chefket Pacha, Abdul-Hamid fut déposé et les Jeunes-Turcs se furent emparés définitivement du pouvoir.*

Mais un revirement plus curieux encore se produisit, après ce retour, dans la mentalité des Jeunes-Turcs eux-mêmes. C'est ce changement que je signale tout particulièrement à l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux lois d'après lesquelles évolue l'âme turque. La réaction écrasée, ils étaient maintenant les maîtres absolus de la situation. Ils pouvaient réaliser tous leurs idéals par la force. Et c'est justement à ce moment qu'ils commencèrent à les renier et à les trahir.

Car que firent les Jeunes-Turcs pendant cette seconde période de leur règne, jusqu'à leur chute provisoire, en juillet 1912? Ils abandonnèrent peu à peu les grands principes de leurs premiers jours, la tolérance religieuse et le libéralisme, et jusqu'à l'ottomanisme. Ils firent d'abord leur paix avec l'Islam militant et mirent la nouvelle constitution radicale sous la protection de la loi sacrée musulmane. En même temps, ils devinrent des panislamistes plus ardents qu'Abdul-Hamid lui-même. L'ottomanisme fit place à un nationalisme aigu qui se manifesta par des persécutions et des répressions sanglantes des éléments non-turcs.

Si les Jeunes-Turcs n'ont peut-être pas organisé les massacres arméniens d'Adana, en tout cas leurs troupes y ont pris part. Et en présence de ces horreurs, les gouvernants firent preuve d'une grande lâcheté, en tâchant d'atténuer les responsabilités de l'élément turc et en ne sévissant que très mollement contre les assassins. En Macédoine furent vite détruits tous les germes de la vie publique qui avaient commencé à s'y développer pendant les premiers mois de l'ère nouvelle; et sous l'empire des lois féroces, la malheureuse population se trouva bientôt dans la même situation que sous Abdul-Hamid. Les Albanais, qui cependant avaient puissamment contribué au succès de la révolution, se virent refuser tout droit au développement national et subirent des expéditions militaires qui ravagèrent le pays. Les Jeunes-Turcs ne surent même pas gagner la confiance des Arabes qui constituaient l'élément musulman le

plus nombreux de l'empire. Sous ce rapport, leur politique fut particulièrement à courtes vues, car, tout en voulant faire du panislamisme en dehors de la Turquie, ils démontrèrent clairement qu'ils plaçaient l'idéal pantouranien au-dessus de la solidarité musulmane.

Vers la fin de cette période, les Jeunes-Turcs résolurent de remanier la Constitution dans un sens hostile au Parlement et favorable au Sultan, leur prisonnier docile.

3° — En présence de l'opposition du Parlement, ils n'hésitèrent pas à le dissoudre et à se créer de la nouvelle Chambre, à l'aide d'élections savamment contrôlées, un instrument docile. C'est alors qu'une ligue militaire, dite des « Sauveurs de la Nation » renversa le gouvernement jeune-turc et amena au pouvoir l'opposition dite libérale dont le passage au pouvoir ne dura que six mois (juillet 1912-janvier 1913). Ce parti oppositionnel turc de l'*Entente Libérale* ne correspondait à aucun idéal politique distinct : c'était tout simplement le groupement des intérêts et des appétits non satisfaits.

Les libéraux ne surent pas remédier à l'état de choses créé par leurs prédécesseurs et se trouvèrent impuissants devant la crise provoquée par la guerre balkanique. C'est pourquoi l'armée, véritable régulatrice de l'exercice du pouvoir, se tourna derechef du côté des Jeunes-Turcs et, le 10 janvier 1913, ceux-ci s'emparèrent de nouveau du pouvoir.

4° — La quatrième période du régime jeune-turc, qui nous mène jusqu'à la guerre, apparaît, dans le plein sens du mot, comme la période de la *terreur*. Le triomphe temporaire de leurs ennemis n'avait pas démontré aux Jeunes-Turcs la nécessité d'un changement radical de leur politique. Et l'on peut dire que pendant cette période, le règne d'Enver, de Talaat et de Djémal était devenu une contrefaçon de celui d'Abdul-Hamid. L'hostilité à tout progrès, à l'exception de quelques réformes inévitables, — surtout dans le domaine économique et financier, — le despotisme et la terreur comme seuls principes de gouvernement, le panislamisme comme soutien de la politique étrangère, l'octroi des privilèges aux provinces non-turques seulement sous la pression de l'Europe — et encore avec l'intention bien arrêtée de ne tenir aucun compte des promesses faites, — enfin, la persécution et le massacre des chrétiens jusqu'à l'intervention des puissances; — voilà bien les traits distinctifs, et du régime du *Sultan Rouge*, et de celui du *Triumvirat Rouge*.

C'est dans cette masse amorphe, gluante et en décomposition de l'Etat talaato-hamidien que vinrent s'enfoncer, dans la matinée historique du 29 juillet (11 août) 1914, les proues sinistres des navires de proie allemands le *Gœben* et le *Breslau*.

En passant maintenant à l'œuvre turque accomplie sous l'Allemagne depuis la guerre, je ne m'arrêterai qu'à l'aspect principal de la politique turque intérieure : la réalisation presque intégrale de l'idéal panturc, par la destruction des nationalités non-turques. Le Gouvernement jeune-turc a décidé, de propos délibéré, de profiter de la grande guerre pour liquider la question arménienne en supprimant les Arméniens par des méthodes plus radicales que celles d'Abdul-Hamid. Le gouvernement, le Comité et surtout Enver et Talaat sont coupables d'avoir organisé, sous forme de déportation, les massacres d'environ 1 million d'Arméniens, lesquels massacres ont été commis par les soldats et les gendarmes turcs et la populace, ainsi que par les villageois turcs et kurdes, avec la plus grande cruauté et en recourant aux plus odieuses tortures. — La population grecque de l'Asie Mineure a été également en butte aux plus odieuses persécutions et au massacre. Le petit peuple nestorien a souffert de la part des assassins jeunes-turcs un martyre qui approche celui des Arméniens. Sans l'ombre d'une provocation de leur part, le gouvernement turc a mis à feu et à sang le pays des chrétiens syriaques du Hekkiari, en a massacré une partie, a détruit leurs humbles demeures et a forcé le reste à fuir à l'étranger. Enfin, une grande partie de la population chrétienne du Liban a succombé à la famine artificiellement organisée par les autorités turques. En outre, en Syrie, se sont déroulées d'odieuses persécutions de l'élément arabe, chrétien ou musulman. Les patriotes arabes, coupables d'avoir voulu soustraire leur pays à la tyrannie turque, ont été exécutés, et leurs familles ont été déportées. — Les Juifs eux-mêmes, toujours favorisés sous l'ancien régime turc, furent en butte à des persécutions.

II

J'ai cru devoir résumer tous ces faits généraux pour donner plus de force à mes appréciations sur le caractère turc que je me permettrai maintenant de vous soumettre.

Il est évident que dans un pays aussi arriéré que la Turquie, où la masse du peuple a été toujours pliée sous l'autorité d'un seul, ou, dernièrement, sous l'autorité d'une oligarchie, il est bien difficile de démêler la véritable âme du peuple, qui ne se manifeste ordinairement que par sa passivité ou par des soubresauts occasionnels. Il faut donc absolument parler séparément des forces dirigeantes et des dirigés.

1. Les classes dirigeantes turques sont avant tout exploiteuses. Depuis la conquête, les pachas turcs ont considéré les chrétiens comme des rayas, c'est-à-dire comme du bétail. Mais le peuple turc lui-même a été de tout temps écrasé par des impôts et par les exactions des satrapes des provinces. Sous Abdul-Hamid, la vénalité et la corruption des fonctionnaires

turcs, d'ailleurs presque jamais payés, étaient proverbiales. La corruption était une institution d'Etat. Le régime jeune-turc ne changea pas grand'chose à cette mentalité des gouvernants turcs. La bande d'Union et Progrès s'est enrichie aux dépens du peuple avec une désinvolture non moins grande que celle des serviteurs d'Abdul-Hamid.

2. *L'incapacité* des couches supérieures turques dans tous les domaines de la vie sociale est aussi notoire que leur rapacité. Ni dans le domaine des sciences, ni dans celui des lettres ou des arts, les Turcs n'ont produit des œuvres durables. Ce sont les Grecs, les Arméniens, d'autres « rayas » encore, qui leur ont construit leurs palais et leurs mosquées. De même dans la diplomatie, dans l'administration, dans les finances, les Turcs ont largement exploité l'intelligence et le travail des races soumises. Dans l'histoire de l'empire ottoman il est difficile de découvrir un véritable homme d'Etat de pure race turque. Les Turcs ont dû également céder aux rayas le terrain des affaires. Presque tout le gros commerce, presque tous les métiers sont entre les mains des Grecs, Arméniens et Juifs. Ce qui fait qu'il n'existe presque pas dans l'empire de classe moyenne turque, à part les officiers et les fonctionnaires.

3. Les gouvernants turcs sont presque tous imbus d'un chauvinisme aigu et d'une xénophobie stupide. Pour démontrer cette thèse, le seul exemple des massacres arméniens suffit. Comme je l'ai déjà dit, les massacres de 1895-96 n'étaient nullement dus à l'explosion d'un fanatisme religieux, mais tout simplement aux ordres d'Abdul-Hamid. De même, en 1915, les humanitaires Jeunes-Turcs qui, certes, ne sont pas imbus de fanatisme religieux, et dont un certain nombre adhèrent à la franc-maçonnerie, ont de propos délibéré et de sang-froid décrété l'extermination du peuple arménien. Nous ne savons pas si les mains coupées des petits enfants, les promenades des femmes nues dans le désert, les viols en présence des maris ou des parents mutilés, entraient également dans le programme des grands chefs, ou y ont été ajoutés par les exécuteurs pour leur divertissement personnel. Des Américains ont eu l'impression que même les cruautés étaient bien organisées. Mais ce que nous savons, c'est que les massacres sur place et en route étaient commis par ordre. Les épidémies dans les camps de concentration exposés aux intempéries et laissés sans ravitaillement, étaient voulues. La décimation des convois en route par la faim, la soif et les maladies était prévue. Prévue aussi, la mort lente sur place des Arméniens arrivés dans les lieux malsains de déportation. Car le gouvernement turc et les agents du Comité Union et Progrès veillaient à ce qu'aucune atténuation ne fût apportée aux rigueurs de leur système. Avec une impitoyable dureté, le gouvernement turc interdisait et repoussait toute intervention charitable des Européens qui se trouvaient dans le pays,

ainsi que celle du gouvernement américain. Et les membres des comités locaux d'Union et Progrès étaient là pour stimuler le zèle des autorités et pour dénoncer et faire révoquer les fonctionnaires accessibles à la pitié. D'aucuns même se dérangèrent en personne pour aller organiser sur place un petit massacre ou pour donner aux assassins un coup d'épaule utile, sans oublier de prendre ensuite un juste repos dans les bras des filles des massacrés, converties à la vraie religion.

Le gouvernement jeune-turc avait décidé l'*extermination* de la race arménienne. Comme l'a dit avec une terrible justesse un témoin étranger, la déportation n'était qu'une *forme polie du massacre*. Les fonctionnaires provinciaux dévoués au gouvernement et au courant de ses intentions ne l'ont nullement caché. Ils l'ont crié à la face des Américains et des Allemands. Le moutessarif de Mouch a dit ouvertement qu'au premier moment opportun, on anéantirait toute la race : « Vous ne comprenez pas ce que nous nous proposons », dit le président d'une commission de déportation à un Allemand ; « nous voulons détruire le nom arménien. De même que l'Allemagne ne veut laisser subsister que des Allemands, nous Turcs, nous ne voulons que des Turcs. »

Que dire maintenant du rôle du peuple turc lui-même dans l'affreux drame ? La bonté tant vantée du peuple turc aurait pu se faire jour pendant la déportation des Arméniens et empêcher, sinon l'exécution, tout au moins des souffrances et des tortures aussi atroces qu'inutiles. Mais, à part quelques honorables exceptions, nous devons malheureusement constater que l'intervention des hommes du peuple, turcs et kurdes, et surtout des gendarmes turcs, a été marquée par des atrocités qui ont peut-être dépassé celles de 1909 et de 1895. En outre, la population musulmane a ordinairement cherché à profiter des déportations pour s'enrichir par le pillage. L'on ne saurait donc pas nier que l'honneur des peuples turc et kurde n'ait subi, du fait des massacres, de nouvelles et profondes atteintes aux yeux de l'histoire.

4. A ce trait de *cruauté froide*, propre à la plupart des Turcs, je dois joindre celui d'une *mauvaise foi insigne* que je n'ai pu constater que trop souvent pendant ma longue carrière en Turquie.

La mauvaise foi, dont a de tout temps fait preuve la Sublime Porte vis-à-vis des puissances, est trop connue pour qu'il soit besoin d'y insister. Mais les premiers enthousiasmes libertaires une fois éteints, les maîtres de la Jeune-Turquie ont peut-être encore dépassé les vieux par leur duplicité. Toutes les concessions faites aux Arméniens, aux Arabes, aux Slaves, aux Albains n'ont été accordées qu'avec la ferme intention de les violer, et de fait, ont été retirées à la première occasion propice. La perfide comédie de neutralité, jouée pendant la période qui précéda

l'entrée de la Turquie en guerre, a un caractère particulièrement révoltant. Les rôles étaient distribués entre les différents membres du cabinet turc, de sorte que les uns se présentaient comme « modérés » et tâchaient d'arracher aux représentants de l'Entente différentes concessions, soi-disant pour empêcher leurs camarades « activistes » d'entraîner le pays à la rupture de la neutralité, laquelle, en même temps, était chaque jour copieusement violée sous les yeux des Ambassadeurs.

5. A cette duplicité turque se joint un *cynisme* des plus éhontés, qui se fait jour dès qu'il pense, à tort ou à raison, rester impuni. Ainsi je me souviens que, sous Abdul-Hamid, la Porte envoya un jour à l'ambassade de Russie une note où, tout en niant les atrocités bien avérées commises par les troupes turques contre les villages macédoniens, elle déclarait que « les fanatiques Bulgares se mutilaient eux-mêmes, rien que pour ternir la réputation des braves troupes impériales ottomanes ». Mon chef, l'ambassadeur Zinoview, me chargea de restituer cette note à la Sublime Porte, pour indécence. L'excellent secrétaire général Nouri Bey reprit aussitôt le document, tout en s'excusant de n'avoir pas pu lui-même faire la « toilette » de la note, pour cause de maladie.

Mais ici encore les Jeunes-Turcs ont dépassé les Vieux. Les factums qu'ils ont publiés pendant la guerre pour se disculper des différentes accusations qui leur ont été adressées, reflètent de la plus curieuse façon leur mentalité. Mais là où le cynisme atteint son comble, c'est lorsque le gouvernement ottoman tâche dans un lamentable « plaidoyer » d'excuser l'extermination des Arméniens par une prétendue révolution. Or, il est établi par d'irréfutables témoignages, qu'il n'y a eu aucune révolte arménienne, mais que, dans certains endroits, instruits par le passé, les Arméniens n'ont pas voulu se laisser massacrer sans résistance. C'est ainsi que le pamphlet ottoman se plaint amèrement de ce qu'à Charki Karahissar « les Arméniens n'ont pas même voulu prêter l'oreille aux conseils paternels et aux propositions conciliantes des autorités turques ». Or, ces autorités paternelles les invitaient à se *rendre*, dans le but évident de les massacrer, sans rencontrer de résistance, — comme des milliers de leurs congénères.

Je dois aussi une mention à une variété de cynisme, spéciale, me semble-t-il, aux Turcs. C'est celle de forcer leurs victimes à glorifier leurs bourreaux. Ainsi, Djémal pacha, gouverneur général de la Syrie, après avoir introduit la famine et la terreur dans ce malheureux pays, a obligé les patriarches chrétiens de la Syrie et de la Palestine à publier une déclaration, où ils nient tous les malheurs de leurs ouailles et où ils déclarent Djémal pacha leur bienfaiteur et sauveur, envoyé par Dieu lui-même.

Je dois nécessairement terminer ici le chapelet des qualités essentielles du monde politique vieux ou jeune-turc.

Je n'ai presque pas parlé jusqu'ici de l'Islam, car je ne crois pouvoir lui attribuer la déchéance turque. Je ne crois pas que ce soit la foi islamique elle-même qui ait pu déformer un caractère naturellement bon et un esprit ouvert. L'expérience sociale du contraire est faite. Les Arabes et les Persans, peuples musulmans également, ont laissé au monde des trésors de civilisation.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur le rôle qu'a joué dans l'histoire ce peuple turc qui prétend encore être une race *dominante*, ce rôle apparaît plutôt comme tragique. Et cette *tragédie du peuple turc* consiste en ce que, depuis le jour de son apparition sur l'arène mondiale, il n'a *rien* fait pour légitimer son existence au point de vue de la civilisation. Il n'est entré dans la vie des autres peuples qu'en répandant des torrents de sang et de larmes. Il ne s'est affirmé dans le monde que par la guerre et par les chaînes; les chaînes pour la race des autres peuples, les chaînes pour la pensée et pour la liberté de ses propres fils, les chaînes enfin pour la femme mulsumane. Il n'a vécu que par *l'esclavage*. Et s'étant assuré la domination sur les vieilles races d'antique culture — Grecs, Arabes, Arméniens, — s'étant érigé en maître de nations slaves pleines de forces vitales radieuses, s'étant emparé de la ville divine prédestinée, peut-être, à devenir le centre du monde, le peuple turc s'est figé dans une immobilité hiératique. Etreint de tous côtés par le réseau de la scolastique musulmane, il n'a pu dans aucun domaine de la pensée humaine faire jaillir les étincelles d'un génie créateur. Ayant emprunté sa religion à la nation arabe, dont l'esprit lui est complètement étranger, il n'a pu créer une Eglise nationale. La pauvre langue turque se refuse à servir de véhicule à la pensée scientifique et puise dans l'océan de la littérature arabe presque tout son fonds de notions abstraites. Et bien qu'il se soit revêtu des vêtements somptueux de la pensée arabe, bien qu'il se soit paré des pierres précieuses enlevées au trésor de la poésie persane, le peuple turc n'a enfanté aucune grande idée nouvelle. Jamais le monde n'a surpris sur les lèvres turques de nouvelles mélodies ou chansons, jamais l'esprit turc ne l'a enrichi de nouvelles formes ou images. Le peuple turc n'a pas légué à la postérité un seul grand nom de poète, d'artiste, de sculpteur, de musicien, de savant que l'humanité puisse répéter avec joie et avec amour. Il n'a déposé aucune offrande sur les autels du Beau, du Vrai, du Bien. *Il a été un peuple stérile, un peuple sans fruit*. Sa mission historique était de détruire, et la destruction n'exige pas une âme. Mais une âme est nécessaire pour les fondements de la vie nationale, et c'est cette âme qui jusqu'ici a fait défaut à la Turquie.

III

La race turque a-t-elle donc vraiment le droit de prétendre à la continuation de la tutelle qu'elle exerçait jusqu'ici sur les peuples de l'empire ottoman ?

La guerre mondiale ne saurait être mieux définie que comme une lutte pour l'avènement du droit humain. Dans la conscience des peuples de l'Entente, nous voyons apparaître quelques catégories des droits de l'homme et de la nation qu'ils déclarent dorénavant inviolables, et qu'ils veulent protéger par leur force commune contre toute atteinte. C'est pour chaque homme, le droit à la vie, à la liberté personnelle et de conscience, le droit à la propriété. C'est pour chaque nation, le droit au libre développement de ses forces matérielles et de son génie individuel. Ce sont ces droits qui constituent le minimum juridique de notre temps, celui pour lequel combat l'Entente, et dont elle aspire à faire le fonds juridique de toute communauté internationale.

Le sort qui attend l'empire ottoman après la victoire de l'Entente et en application des principes par elle proclamés, a été défini nettement et sans ambages, dans plusieurs déclarations solennelles. L'Entente veut « l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs » « et le rejet hors d'Europe de l'empire ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale » (Note des Alliés au Président Wilson du 10 janvier 1917).

Ce verdict ne paraît que juste. La nation-vampire turque ne saurait plus rester tutrice des peuples arménien, arabe, grec, syrien. Le trustee turc, au nom de l'humanité entière, doit être déclaré déchu de ses droits usurpés, et si l'un ou l'autre des peuples affranchis a besoin d'une tutelle, elle sera confiée à des mains plus compétentes et plus équitables, choisies par le congrès qui arrangera les affaires du monde.

Une régénération turque est possible, dit-on. — Soit. — Mais, en attendant que le peuple turc se forge une âme neuve, le droit humain s'oppose absolument à ce qu'il fasse de nouvelles expériences sur les âmes des autres nations. Les Turcs ont trop longtemps vécu en bourreaux et en parasites. Qu'ils aillent donc dans les pays purement turcs, qu'ils tâchent d'y créer un Etat turc franchement libéral, et dans ce nouveau milieu, ils trouveront peut-être le chemin de l'humanité.

La nation turque peut se régénérer. Cette régénération sera saluée avec joie par l'humanité. Mais en tout cas, l'Empire ottoman, tuteur d'autres races, doit disparaître.

PAGES LITTÉRAIRES

Salut à l'Arménie

C'est le salut d'un homme et d'un poilu français;
Que je t'apporte, ô peuple arménien.

Je sais,

Pour avoir vu couler le sang très pur des justes,
Pour avoir — dans des corps émaciés et frustes,
Dans une humanité pitoyable vraiment,
Comme une gangue sale entoure un diamant, —
Vu luire, autour de moi, des âmes magnifiques;
Je sais, pour avoir vu mes amis héroïques
Vivre une vie infâme au fond de trous hideux,
Se passer, l'un à l'autre, et brandir, autour d'eux,
Coureurs prédestinés qui tombent dans l'enceinte,
Le flambeau merveilleux de la Liberté sainte;
Je sais, par l'âpre angoisse, attachée à nos fronts
Comme un joug très pesant, par ce que nous souffrons,
Par l'effroi de nos fils et le deuil de nos femmes;
Par l'espoir immortel dont frémissent nos âmes;
Par notre sacrifice obscur, presque divin,
Car Dieu ne pourra pas permettre qu'il soit vain;
Je sais quelle douleur, Arménie, est la tienne!

Aussi, pieusement, petite sœur chrétienne,
Pauvre petite sœur tremblante dans la nuit,
Pauvre petite sœur lointaine que poursuit
La haine turque ou la barbarie allemande,
Mais qui gardes sereine, et plus vive, et plus grande,
Ta foi dans la justice et le prochain succès,
Je te salue, au nom de ces poilus français
Qui sauvent, agrippés au germanisme immonde,
En se sacrifiant, la Liberté du monde !

Yarjanian, Erémian, Varoujan, mes amis,
Oh ! non, ne croyez pas qu'ils se soient endormis
Dans leur propre souffrance et dans l'indifférence,
Vos frères d'occident, tous ces soldats de France
Dont les exploits pour vous ne sont qu'une rumeur !
La race ne meurt point quand l'individu meurt,
Et le sang des martyrs, et le deuil des familles,
Le déshonneur cruel des belles jeunes filles,
Le lâche assassinat des hommes désarmés,
Visions dont vos yeux sont emplis désormais,
Veulent que la vengeance atteigne enfin le crime
Et que la Liberté soit la rançon sublime !

Ludovic BONNEFOY.

RÉUNIONS — CONFÉRENCES

En l'honneur des Philarmènes

(Lettre de Londres)

L'« Armenian United Association » de Londres a organisé le 30 juin, soir, au Savoy Hôtel, un banquet en l'honneur des distingués philarmènes socialistes de différents pays qui étaient venus à Londres pour participer à la Conférence du Labour Party.

Étaient présents : M. Albert Thomas, ancien ministre de l'armement français ; M. Branting, le leader socialiste suédois ; Mme Branting ; M. Sidney Webb, un des leaders du Labour Party ; Mme Webb ; M. Camille Huysmans (Belge), l'éminent secrétaire de l'Internationale, et M. Mantoux, socialiste français. Parmi les hôtes, on remarquait M. Nahum Sokolof, le distingué leader des sionistes. Assistaient au banquet un grand nombre de membres de la Colonie arménienne, des deux sexes.

Des discours furent prononcés par M. James Malcolm, le président de l'Armenian United Association ; M. Joakim, le doyen de la Colonie ; M. Varandian, lesquels saluèrent et remercièrent les distingués hôtes pour les grands services qu'ils ont rendus à la cause arménienne.

M. Malcolm, dans son *speech* d'ouverture, exprima le regret que Nubar pacha, président de la Délégation nationale, n'ait pu être présent à cette imposante solennité, pour exprimer personnellement toute son admiration aux sympathiques et vaillants défenseurs de l'Arménie. M. Malcolm remercia ensuite les honorables hôtes de leur précieux appui. « Notre cause, dit-il, est une de celles qui ont réuni tous les esprits et tous les cœurs assoiffés de justice. Malheureusement, défendue par tous, elle n'a été efficacement défendue par personne... Mais le moment viendra bientôt, lorsque les efforts des philarmènes porteront leurs fruits ».

M. Malcolm fit enfin l'éloge de l'*Union sacrée* en Arménie, où tous les partis se sont réunis dans un même sentiment patriotique. Cette Union sacrée, dit-il, trouve aujourd'hui sa manifestation dans ce mémorable banquet (*Applaudissements*).

Après M. le président, M. Sokolof prit la parole et fit un vibrant discours sur les destinées du peuple israélite qu'il compara à celles de l'Arménie.

M. Varandian, représentant du parti arménien « Dashnakzoutioun », adressa son salut fraternel aux leaders socialistes, amis du peuple arménien, qu'il a connus au travail. Il fit ressortir le rôle joué par Branting en Suède, par Albert Thomas en France, par Camille Huysmans aux assises de l'Internationale — en faveur du peuple arménien :

« Ils ont fait leur devoir spontanément, en hommes et en socialistes probes et généreux, qui ne demandent même pas à être remerciés. »

M. Varadian finit en déclarant que les socialistes de toutes nuances devaient appuyer l'idée du *self-government arménien*, car, dit-il, on n'obtiendra jamais une paix solide et durable en sacrifiant les petites nationalités.

M. Branting se leva au milieu de vifs applaudissements et fit un très sympathique speech. Il dit combien la cause arménienne, comme celle de toutes les nationalités opprimées, lui tient à cœur. Il affirma qu'il continuera à faire son modeste devoir, convaincu que sans l'affranchissement des nationalités, grandes et petites, le monde restera le même chaos, troublé et agité perpétuellement.

M. Albert Thomas, salué par de longs applaudissements, prononça un magistral discours. Il évoqua ses grands maîtres, Jaurès, Pressensé, Quillard, qui bien avant lui, ont pris en main la défense de l'Arménie. S'adressant à M. Sokolof, il évoqua l'Affaire Dreyfus, ce grand drame historique où un homme fut cruellement persécuté à cause de son origine. Les hommes de justice en France, les socialistes en premier lieu, défendirent cette victime et l'arrachèrent à son bagne.

M. Albert Thomas affirme que la défense des nationalités opprimées est dans la tradition de la France et de l'Internationale même, dont la première réunion en 1864 fut intimement liée à la question polonaise. L'ancien ministre de l'armement dit à ce propos qu'il est violemment

attaqué par les socialistes dits pacifistes qui lui reprochent d'avoir épousé la cause des nationalités.

« Amis arméniens ! dit Albert Thomas dans une éloquente péroraison, je continuerai, malgré ces attaques, à soutenir la juste cause des nationalités opprimées... Je sais bien que la France a saigné d'un bout à l'autre, que le prolétariat français endure des souffrances terribles, ce qui favorise la propagande de nos pacifistes ; mais je dirai toujours à ces derniers qu'ils font fausse route, que la paix désirée par eux est une paix illusoire et que la vraie paix ne sera établie que lorsque les droits des nationalités opprimées seront sauvegardés ».

C'est le tour de M. Camille Huysmans. Il parle longuement de l'Arménie et de sa patrie, la Belgique... « Il n'y a plus de comparaison, dit-il, entre les souffrances de ces deux peuples... L'Arménie a connu le record de la souffrance humaine ». L'orateur termine son émouvant discours en déclarant :

« Vous, Arméniens, vous avez largement mérité votre libération et votre droit au self-government ; vous l'avez mérité non seulement par vos souffrances sans précédent, mais aussi par les luttes longues et difficiles que vous avez menées contre la tyrannie. J'ai lu les mémoires que le parti Daschnakiste a présentés à l'Internationale et je sais que vous, Arméniens, vous avez eu d'innombrables héros et de grands combattants pour la cause nationale... Je bois à la mémoire de ces héros » (*Vifs applaudissements.*)

MM. Sidney Webb et Mantoux prirent à leur tour la parole pour exprimer leurs ardentes sympathies à la cause arménienne.

M. Joakim, le doyen de la colonie arménienne, clôt la série des discours, en adressant quelques paroles de bienvenue aux hôtes étrangers. Il dit sa grande joie d'assister à cette belle réunion et son admiration pour les illustres leaders du socialisme. Le socialisme, dit M. Joakim, n'a rien d'effrayant comme certains pensent ; il est l'incarnation du fair-play, de la justice et de la fraternité.

Le banquet se termina à minuit et les assistants en emportèrent des souvenirs inoubliables.

REVUES ET JOURNAUX

La Situation au Caucase

Nous avons le plaisir de reproduire du Journal des Débats du 15 août, l'excellent article suivant, écrit par M. Robert de Caix, à la veille de l'entrée des Anglais à Bakou.

Au lendemain de la révolution russe et dans le mouvement centrifuge dont elle avait été l'occasion, on a pu avoir un instant l'illusion que les peuples du Caucase allaient s'unir en une république fédérale. Les deux plus avancés d'entre eux, les Géorgiens et les Arméniens, mettant de côté une longue hostilité née de tendances et d'aptitudes économiques différentes et inégales, avaient pris l'initiative de créer à Tiflis un gouvernement qui défendrait le Caucase contre l'invasion turco-allemande. Les Tatars de Transcaucasie semblaient se rallier à ce mouvement bien qu'ils eussent été travaillés par le pantouranisme, encouragé par les Allemands, et qui tendait à rallier aux Turcs d'Anatolie toutes les populations turques de l'empire russe et de la Perse. Mais depuis lors, la cristallisation caucasienne, que l'ethnographie pouvait faire considérer d'avance comme paradoxale et précaire, s'est détruite. Au nord de la montagne s'est créée une vague république musulmane. Les Tatars ont suivi la pente nationale qui les inclinait vers la Turquie. Ils se sont séparés le 27 mai du gouvernement fédéral de Tiflis. Les Géorgiens, voyant s'écrouler ainsi la république caucasienne et soucieux de tirer leur propre épingle du jeu, se sont rapprochés de l'Allemagne. Seuls, les Arméniens luttent encore pour une indépendance conforme aux intérêts de l'Entente.

La politique de l'Allemagne dans les affaires caucasiennes

semble avoir été double. Elle a donné des avantages à la Turquie, mais avec le souci de les limiter. Par le traité de Brest-Litovsk, signé le 9 mars, revu et aggravé par l'absurde tentative de Trotski de décréter la fin de la guerre sans conclure la paix, l'Allemagne fit céder à la Turquie, qui les avait perdus par l'effet de la guerre de 1877, les districts de Kars, Ardahan et Batoum par les maximalistes, liquidateurs de la Russie. Mais, bientôt après, elle semblait vouloir se réserver, comme un protectorat à exploiter, le magnifique pays géorgien. Dans son discours du 24 juin au Reichstag, M. de Kühlmann déclara que la Géorgie avait dépêché son ministre des Affaires étrangères à Berlin, et que de son côté l'Allemagne avait envoyé en « mission diplomatique » le général Kreise à Tiflis. Il se peut, d'ailleurs, que ce personnage ait été chargé de créer une armée géorgienne ; car, à la fin de mai, on annonçait le débarquement à Poti, sur la rive orientale de la mer Noire, devenue une des voies de pénétration de la Germanie vers l'Est, de 3.000 soldats allemands, sans doute cadres et instructeurs. En même temps, M. de Kühlmann parlait vaguement de « l'essai d'un gouvernement constitutionnel » pour l'Arménie, réduite à un petit district autour d'Erivan. Et le ministre montrait encore plus nettement que l'Allemagne voulait contenir la Turquie, et que des difficultés avaient surgi à ce sujet entre Berlin et Constantinople, en disant : « L'armée turque a avancé assez loin, pour des raisons de sûreté, ses troupes dans des territoires qui certainement ne pouvaient, d'après le traité de Brest-Litovsk, entrer en cause pour une occupation durable ni une annexion à la Turquie. Les deux états-majors ont discuté longuement cette question. On nous a informés que l'avance turque vers le Caucase est suspendue. » Ce langage était clair. Il répondait à une mauvaise humeur qui s'était manifestée dans plusieurs journaux allemands qui, avec leur grâce habituelle, avaient laissé entendre à la Turquie qu'elle devait s'inspirer d'une morale voisine de celle de la fable de la grenouille et du bœuf et rappelé que Constantinople elle-même ne pouvait être bien garantie aux Turcs que par la bonne volonté de l'Allemagne.

Il semble cependant que la Turquie ait continué à pousser

subrepticement ses pions sur l'échiquier caucasien. Elle trouvait dans ses cousins de race, les Tatars de Transcaucasie, le moyen de le faire sous un déguisement. Et, par la force des choses et de l'habitude, ce sont encore les malheureux Arméniens, exécrés des Tatars à qui ils sont mêlés dans une grande partie du pays, qui font les frais de ce jeu. Après avoir été dépouillés par les bolcheviks qui confisquèrent toutes leurs propriétés nationales et essayèrent de dissoudre leurs organisations, réduits, dans les plus grandes générosités allemandes, à un tout petit territoire, les Arméniens sont menacés d'une dernière extermination par les Tatars, sans doute aidés par des troupes turques. Et il est fort possible que l'Allemagne, prise à la gorge en Occident, moins capable par là de dominer ses alliés auxquels il semble qu'elle va demander une aide nouvelle dans la prochaine réunion annoncée des chefs de la coalition centrale, laisse aux Turcs toute latitude de traiter les Arméniens de Transcaucasie comme ils ont déjà si efficacement traité ceux de l'empire ottoman.

Les Arméniens ne se laissent d'ailleurs pas faire comme des agneaux de sacrifice. Réguliers ayant appartenu à l'armée russe et combattant sous le général arménien Nazarbégof, volontaires conduits par le chef Andranik, ils se défendent désespérément. Il y a quelques semaines, ils battaient une armée turque. Un télégramme nous a appris qu'ils luttaient encore le 3 de ce mois à Bakou, où Arméniens et Tatars sont depuis longtemps dans un état de rivalité qui s'exaspère parfois en conflits sanglants.

Il faut souhaiter que les forces anglaises qui ont récemment atteint Rechi et Enzeli, au sud de la Caspienne, pourront bientôt donner la main aux Arméniens de Transcaucasie. Sans doute, la route de Perse est longue, elle se prête moins bien que la voie allemande de la mer Noire aux gros transports d'armements. Mais il faut faire un effort, pendant que l'Allemagne a les mains si pleines à l'Ouest, pour mettre les digues en travers du chemin du *Drang nach Osten*. Les Arméniens peuvent offrir la plus sûre. Non seulement l'Allemagne, qui présida à leur massacre, n'a jamais manifesté la moindre intention de leur faire rendre justice, mais encore le comble de sa générosité à leur égard a

consisté à offrir aux deux millions d'Arméniens de Transcaucasie un territoire minuscule de 12.000 kilomètres carrés, avec 400.000 habitants, dont 100.000 Tatars. Ce misérable cadeau allemand est un pis-aller auquel les Arméniens ne se résigneront pas tant qu'ils auront le moindre espoir du côté de l'Entente. La Géorgie elle-même, amputée du district de Batoum au profit de la Turquie, ne se sentirait plus beaucoup de penchant vers l'Allemagne, si les Alliés se montraient capables d'apporter en Transcaucasie quelques moyens d'action pour y appuyer leur idéal. Qu'ils s'aident, et le ciel les aidera à trouver au Caucase même des hommes pour couper la voie menant à ce « Mittel Asien » dans lequel le pantouranisme servirait de masque à l'impérialisme allemand.

R. C.

Les Allemands et le Caucase

Nous traduisons de la Kreuz-Zeitung du 16 juillet l'article suivant signé Dr Ulrich Karstedt :

Avant les guerres balkaniques, les territoires de l'Empire ottoman comprenaient trois zones différentes dont les populations appartenaient à des nations qui se prolongeaient au-delà des frontières, ce qui offrait une prise facile aux menées irrédentistes des Etats balkaniques, ainsi qu'aux intrigues de l'Angleterre et de la Russie. Voilà les régions dont il s'agit : la Roumélie et les îles de la mer de l'Egée dont les populations grecques et slaves montraient des velléités de se séparer de l'empire ; la région nord-est de l'Anatolie, à la frontière du Caucase, où les Arméniens ne cessaient de s'agiter ; la Syrie, la Mésopotamie et l'Arabie, pays de langue arabe. De ces trois foyers de troubles, celui qui se trouve à l'ouest est séparé du corps de l'empire depuis 1913, du moins dans la mesure où une telle séparation est possible en Orient. Plus de la moitié du second est actuellement occupé par les Anglais. Dans le troisième, la catastrophe de la Russie a porté la crise à son paroxysme. Dans aucune région de l'Orient, les races et les religions ne sont aussi mélangées

que dans le Caucase. La région qui s'étend de la mer Noire à la mer Caspienne est peuplée, jusqu'à l'ouest d'Elisabethpol, par les Tartares, musulmans sunnites dont l'origine se confond avec celle des Turcs. Viennent ensuite, jusqu'à la mer Noire, les Géorgiens, chrétiens d'*origine germanique (sic)*, qui ont leur église autochtone et que les Russes ont en vain essayé de rallier à la religion de l'empire. Ils débordent au-delà des frontières de la Turquie, s'interposant entre la zone arménienne et la mer. Cette dernière zone a pour limites le nord d'Ardahan et le sud d'Akhalkalaki; plus à l'est, elle comprend le lac de Gokchar et la vallée de l'Araxe, jusqu'en aval de Djoulfa. Quant aux Arméniens, ils sont aussi une nation chrétienne dont le centre religieux est Etchmiadzine, à l'ouest d'Erivan. Ces trois peuples caucasiens sont plus entremêlés que ne le laisserait entrevoir la délimitation qui précède.

En effet, il serait presque impossible d'en fixer les lignes de démarcation ethnographiques, sans compter qu'ils englobent en outre des éléments hétérogènes tels que, dans la zone de Bakou, les Tartares persans, de secte chiite. Le traité de Brest-Litovsk a retourné à la Turquie ses frontières de 1877 qui, passant au nord de Batoum, au sud-ouest d'Akhalkalak, se dirigent, vers le sud, un peu à l'ouest d'Alexandropol. Cette délimitation a l'inconvénient de négliger l'ethnographie. Si elle réunit à l'Empire le reste de la race turque, elle englobe aussi des éléments géorgiens et, par surcroît, elle sépare les Arméniens, tout comme avant la guerre, en deux groupes dont l'un rentre sous le régime turc et l'autre, — la région d'Erivan et d'Etchmiadzine, ce noyau de l'Arménie, jusqu'ici russe, — reste en dehors de ce régime. Trop petit pour constituer un Etat indépendant, ce groupe est assez grand pour devenir un danger à l'un des nouveaux Etats, Géorgie et Tartarie, auquel il serait éventuellement rattaché. C'est dire que, si nos alliés les Turcs ont gagné du terrain, s'ils ont vu redresser les torts que leur avait occasionnés l'ancien traité de paix avec la Russie, ils n'ont nullement amélioré leur situation internationale, et ils ne s'en sont pas mis à l'abri d'intrigues politiques étrangères, notamment du côté arménien. C'est de l'Arménie, en effet, que ces intrigues sont toujours venues. On comprendra pourquoi les armées turques avançant dans le Caucase méridional n'ont pas voulu s'arrêter aux frontières tracées par le traité de Brest-Litovsk, et pourquoi le gouvernement turc ne s'est pas montré disposé à reconnaître l'état fédératif transcaucasien dont l'un des éléments constitutifs aurait été une république arménienne, — république qui ne comprendrait qu'environ les deux cin-

quièmes des Arméniens, aux yeux desquels ceux de Turquie se présenteraient toujours comme *des frères irrédimés*.

A en juger des rares nouvelles qui nous parviennent de là-bas, les délégués turcs auraient demandé aux délégués du Caucase la cession de vastes régions au nord et à l'est de Batoum et de Kars. Les Turcs ont d'ailleurs appuyé leurs revendications par une avance militaire dans la région au sud du chemin de fer de Poti à Tiflis. Les intentions de la Turquie sont manifestes. Elle tient à annexer tous les territoires de langue arménienne, pour écarter un mouvement irrédentiste. Elle réclame le territoire géorgien-arménien ; elle ne veut pas du terrain tartare-arménien. La raison en est facile à comprendre. Un Etat tartare est une petite Turquie, facile à tenir en respect, en raison de la communauté de race, de langue et de religion. Un Etat géorgien n'offre pas à la Turquie les mêmes garanties. Nous plaçant au point de vue de la politique allemande, nous estimons que l'Arménie, gouvernée par un seul Etat, offrirait plus de garanties pour la paix, qu'une Arménie indépendante, ne groupant qu'une partie des Arméniens. Nous pouvons admettre qu'à l'avenir, la très importante voie ferrée de Tiflis à Tabriz soit aux mains des Turcs. Mais une plus large extension de la domination turque ne nous conviendrait pas. La Géorgie constituerait pour la Turquie une charge aussi lourde que l'ont été autrefois la Serbie, la Bulgarie et plus récemment, la Macédoine. Pour la Turquie comme pour l'Allemagne, il vaudrait mieux un Etat géorgien indépendant, avec une frontière normale et une politique commerciale compatible avec son caractère de pays de transit. Ce qu'il convient de souhaiter, c'est que ce pays retrouve bientôt le calme réparateur. L'effondrement de la Russie a replongé tout le Caucase, à qui le tsarisme avait donné la paix, dans les dangers de l'anarchie et de la guerre civile. Il est de l'intérêt commun que la crise soit conjurée à brève échéance.

La Brèche Caspienne

(Commentaires du "Times")

Quelques détails intéressants paraissent dans le *Times* d'aujourd'hui sur les mesures militaires qui ont été prises pour établir des communications entre les forces britanniques en Mésopotamie et à la tête du golfe Persique et nos amis à

l'extrémité sud de la Caspienne. Il était un temps où quelques milliers de troupes britanniques auraient pu tenir ensemble les Géorgiens et les Arméniens et empêcher les Turcs de se frayer leur passage à travers la Transcaucasie vers la Caspienne. Mais tous les chemins sont difficiles. La route du Golfe à travers Chiraz passe par le territoire de tribus turbulentes, parmi lesquelles celle des Kashgaïs se montre particulièrement remuante. La vieille route de Bagdad à Téhéran par Khanikine est l'une des plus anciennes dans le monde. Le trafic de guerre comme celui de paix entre l'ancienne Médie (l'Azerbeïdjan moderne) et la Babylonie (Mésopotamie) passait par là. Elle est aussi une des pires routes, et par endroits, notamment au défilé Païtak, elle est extrêmement escarpée. Une troisième route vers les rives orientales de la Caspienne court par Bélouchistan et traverse la Perse orientale. Le long de cette route il existe aujourd'hui une voie ferrée qui s'étend jusqu'à Mirjawa, à quelque 350 milles de Quetta.

Sur toutes ces trois routes une quantité énorme de travail a été fait qui n'a pas encore trouvé son chroniqueur. La route qui a été la plus utile est celle de Bagdad-Khanikine qui est maintenant fortement tenue jusqu'à Recht et Enzeli. Un détachement de forces britanniques s'avancant par cette route a poussé à Bakou, qui est défendu par les Arméniens sous le commandement d'un général russe; et un autre détachement est à Krasnovodsk sur la rive opposée de la Caspienne. Le Turkestan est généralement mais pas entièrement amical, en sorte que le contrôle allié de Krasnovodsk est de la plus haute importance.

Dans la Russie d'Europe la décision dépendra du peuple russe lui-même. Notre débarquement à Arkhangel et sur la côte mourmane représente tout ce dont nous sommes capables dans cette région. Une influence réellement effective sur la marche des affaires dans ces parages ne peut être exercée que du côté de la mer Noire.

Le centre est la région dans laquelle, malgré les énormes difficultés du pays, nous pourrions opérer de la façon la plus efficace. Une avance en Palestine, surtout si le succès remporté devenait assez décisif pour forcer la Turquie de conclure la

paix à nos conditions et nous donner l'accès de la mer Noire, aurait un effet décisif. A défaut de cela, on pourrait faire beaucoup en améliorant davantage nos communications entre le golfe Persique et la Caspienne. De cette façon nous aurions dressé une barrière contre une extension ultérieure de l'influence turco-allemande en Orient: et si les choses prenaient une tournure défavorable pour les Tcheco-Slovaques dans la Russie d'Europe ou en Asie centrale, nous leur aurions fourni une ligne sûre de retraite. L'Amérique est apparemment peu disposée, pour des raisons politiques, à commencer une grande campagne dans la Sibérie orientale; mais ces objections politiques ne s'appliquent pas aux mesures de précaution à prendre dans l'Orient antérieur. Le fait que l'Amérique soit encore en paix avec la Turquie est une situation qui devient chaque jour un obstacle plus sérieux au développement libre et naturel de sa stratégie.

Les Anglais au Caucase

M. Crébassa examine dans le Gaulois, les conséquences de l'entrée des troupes anglaises à Bakou :

Les Anglais à Bakou ! Les Anglais au Caucase ! Telle est l'information que les agences nous ont transmise la nuit dernière. La nouvelle est d'importance. Devant l'impossibilité de résister, une des factions du groupement — les Géorgiens — s'est détachée et a fondé la république géorgienne, acceptant, nous ont dit les dépêches allemandes, l'odieux traité de Brest-Litowsk, qui livre aux Turcs Kars et Ardahan. Mais les Arméniens, noble race qui a survécu à tous les massacres, se réfugièrent dans la partie orientale, notamment à Bakou, et continuèrent à opposer une farouche énergie à toutes les tentatives ennemies. Le secours leur est enfin arrivé.

C'est, par ailleurs, un véritable tour de force que nos amis britanniques ont accompli. Ce n'est point banal, en effet, que de faire venir de la base de Bagdad, jusqu'au bord des eaux de la mer Cas-

pienne, à travers la Perse, sur une étendue qui représente environ un millier de kilomètres, sans chemins de fer et sans routes, une importante expédition. Le tour de force a été néanmoins réalisé, et ce qu'il faut admirer, c'est moins peut-être la maîtrise apportée dans l'exécution du plan, que la hardiesse de sa conception.

Ce plan avait été mûrement étudié et préparé de longue date. Dès 1916, le général sir Percy Sykes débarquait à Bender-Abbas, sur le golfe Persique, avec trois officiers de l'armée des Indes, pour organiser la police du sud de la Perse et établir des routes. Aussitôt, il se mit à l'ouvrage et, en moins de trois mois après, il avait rassemblé une gendarmerie locale, comptant plus de 5.000 hommes et reconnue par le gouvernement persan. Désormais, l'ordre était établi à Yesd, à Ispahan, à Chiraz, dans le sud. Il fallait pacifier le nord; cette tâche fut abordée de front, malgré d'énormes difficultés, et elle fut menée à bien, puisque les dernières nouvelles nous apprennent que les contingents britanniques ont pu traverser Recht, pour s'embarquer au port d'Enzeli, d'où ils ont, franchissant 350 kilomètres en mer, gagné Bakou.

Comment les Anglais ont-ils pu se procurer les bateaux nécessaires à leur expédition? C'est là le secret et la force de leur génie réalisateur. De même que par leur soin, la mer Morte, en plein désert, est sillonnée par des bateaux qui transportent vivres et munitions aux troupes du général Allenby, opérant sur les plateaux de Judée et sur les rives du Jourdain, de même, soyons-en sûrs, la mer Caspienne sera bien utilisée (1).

Félicitons-nous de l'œuvre déjà accomplie par nos amis britanniques et du développement qu'elle peut prendre. La marche sur Bakou est non seulement le signal de la libération de l'Arménie, mais elle peut être aussi d'une énorme influence pour la régénération du sud de la Russie; elle doit être, en tout cas, la borne devant laquelle s'arrêteront à la fois, les appétits des Turcs dans leur rêve pantouranien et les visées des Allemands dans leur marche vers les Indes.

Il convient de noter qu'il existe, dans la mer Caspienne, une importante flotte marchande ainsi que des canonnières russes, dont les Anglais paraissent s'être emparés pour le service de leurs expéditions à Bakou et à Crasnovodsk.

Aménités turques

Si les Turcs, las enfin de massacrer et impuissants à briser la résistance désespérée des survivants, se sont vus obligés de reconnaître l'indépendance de la petite République arménienne qui vient d'être constituée en Arménie russe, ils essayent, en revanche, de tourner ce fait à leur avantage, en présentant la création de ce nouvel Etat comme la solution définitive de la question arménienne.

Personne n'ignore pourtant que, par question arménienne on entendait, depuis un demi-siècle que cette question est sur le tapis, et qu'on n'entend pas moins aujourd'hui, la délivrance de l'oppression ottomane des Arméniens de Turquie. La question de l'Arménie russe n'a été posée que comme une suite inévitable de l'effondrement de la Russie tsarienne et de la trahison bolcheviste. La constitution d'un Etat arménien sur une partie minuscule du territoire national, loin d'affirmer, à quelque degré que ce soit, les revendications des Arméniens de Turquie, est un facteur nouveau qui contribuera remarquablement à leur réalisation. Sans vouloir préjuger l'avenir, il est permis en effet de croire que cet Etat naissant constituera le noyau solide autour duquel les Alliés victorieux voudront grouper les provinces arméniennes de Turquie, définitivement arrachées à la domination ottomane.

C'est en vue de fausser l'opinion européenne et d'écarter cette solution raisonnable que les journaux turcs de Constantinople continuent de publier des articles dans le sens indiqué plus haut.

En voici un spécimen, paru dans l'İkdam du 26 juin dernier :

La nouvelle Arménie ne constitue une patrie que pour la population de là-bas. Les Arméniens d'Arménie sont entièrement libres d'agir à l'intérieur de leur pays comme ils l'entendent, et de la manière qu'ils jugent convenable. Notre politique est de ne nous immiscer en aucune manière dans leurs affaires intérieures. Mais cela à une condition, c'est que les Arméniens d'Arménie ne s'immiscent pas dans les nôtres. En cas contraire, ils sont passibles de punition, et tout de suite.

Singulière manière de discourir avec un Etat qu'on considère souverain et indépendant !

Ceux qui appartiennent à la nation ottomane et à l'église armé-

nienne doivent savoir qu'ils n'ont de rapports d'aucune sorte avec la République du Caucase.

Le journal turc laisse entrevoir que même les relations d'ordre religieux ne seront plus tolérées entre les Arméniens de Turquie et ceux de l'Arménie libre. Le siège du patriarche suprême de tous les Arméniens, Etchmiadzine, étant situé sur le territoire du nouvel Etat, cette interdiction des relations équivaldrait à la rupture de l'unité de l'Eglise arménienne.

Suit une ravissante description de l'égalité ottomane dont les caractéristiques sont trop connues aux Arméniens, après la douloureuse expérience qu'ils en ont déjà faite :

Ceux-là dépendent de la République arménienne, ceux-ci sont exactement comme nous, ottomans, sujets de Sa Majesté le Sultan, jouissant de tous les droits des Ottomans, et chargés, naturellement, des mêmes devoirs. Nous sommes tous égaux. Par conséquent, une confusion d'idées et de sentiments ne doit pas faire croire aux Ottomans de confession arménienne, qu'ils sont dans une situation différente de celle des autres. Cela pourrait leur causer de très graves désagréments.

On sait ce que signifient dans la bouche d'un Turc, ces simples vocables : de très graves désagréments...

Entre nous et les Arméniens ottomans, il n'y a qu'une différence de religion. Aussi, plus les Arméniens ottomans se rapprocheront de l'idéal ottoman, mieux ils agiront. Leur vie et leurs intérêts sont là. La patrie ottomane est une forme mère pour celui qui veut arriver à son but en travaillant dans ce vaste champ d'action par ses capitaux, son intelligence, son activité.

Maudit soit ce passé de quarante ans ! Le tsarisme oppresseur, qui, au début de la guerre a publié un manifeste pour exciter les Arméniens à la révolte, a été bouleversé. Voyez, ô frères arméniens ! Le Dieu vengeur a brisé la statue d'oppression et d'iniquité qui vous excitait et vous effrayait, vous troublait et vous épouvantait. Que ceci vous soit un exemple. Soyez sages. Considérez-nous comme des frères, notre pays comme une patrie, notre roi comme un souverain, et nos buts comme l'objet de vos désirs. Alors seulement vous serez heureux.

L'Ikdam compare la Turquie, en fait de tolérance politique et religieuse, aux Etats-Unis d'Amérique...; par modestie sans doute, il ne dit pas lequel de ces deux pays excelle sous ce rapport :

Dans la Louisiane, l'un des Etats-Unis, se trouvent des individus parlant le français, appartenant à la religion de la majorité des Français, et issus de la même race. Mais politiquement, ils ne se considèrent pas comme étant rattachés à Paris. Ne tenant pas compte des liens de religion, ou de langue, ils se considèrent avant tout des Américains. Ils ne voient aucune différence avec leurs compatriotes parlant anglais. Que cette sage minorité vous soit un modèle !

Vous, ô ottomans, appartenant à l'église arménienne, vous êtes une petite minorité dans toutes les parties de l'Empire ottoman. C'est pourquoi vos visées séparatistes constituent une grande et triste contradiction avec votre situation. Le moindre mouvement séparatiste de votre part peut amener les plus terribles châtiments.

Dans ce paradis ottoman, l'épée de Damoclès ne cessera donc point d'être suspendue sur la tête des Arméniens!... C'est précisément à ces « très graves désagréments », à ces « plus terribles châtiments » que les Arméniens veulent se soustraire une fois pour toutes.

Deux routes s'ouvrent devant vous : l'une est la voie de la paix, pleine de roses et de jacinthes et qui mène au salut. La deuxième est une impasse qui mène à la perte. Les esprits exaltés peuvent aller à Erivan y faire de la politique.

Ici il ne peut y avoir de politique arménienne, de parti arménien. La sagesse de l'Etat est entièrement contraire à toute organisation et toute visée de ce genre sur le sol ottoman.

Dans cette Turquie égalitaire, rivalisant avec l'Amérique, il sera rigoureusement défendu aux Arméniens de constituer des partis politiques.

Votre but est-il la politique ? Voulez-vous parvenir aux honneurs et à la considération ? Désirez-vous la fortune ? Fort bien... Vous pouvez obtenir tout cela, mais à la condition d'être ottoman, d'être fidèle à l'ottomanisme. Et sachez en même temps que le fait d'être sujet d'une grande puissance comme l'Empire ottoman assure plus d'honneurs et d'intérêts politiques, que celui d'appartenir à une petite république montagnaise.

Ce mot sujet n'est-il pas de bon aloi pour rappeler le collier de la fable ?

Voilà sur quelles bases on conçoit une réconciliation arméno-turque par laquelle on espère ensevelir à jamais la question arménienne !

FAITS ET INFORMATIONS

Une lettre de M. Balfour

S. Excellence Boghos Nubar Pacha, président de la Délégation Nationale arménienne, vient de recevoir de M. Balfour, Ministre des affaires étrangères du gouvernement de S. M. Britannique, la lettre suivante, en réponse à une adresse de reconnaissance qu'il lui avait fait parvenir à l'occasion de sa récente déclaration concernant l'avenir de l'Arménie :

FOREIGN OFFICE

Londres, 2 Août 1918

(Traduction)

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception et de remercier votre Excellence de sa note en date du 22 du mois dernier, par laquelle vous avez eu la bonté de m'exprimer vos sentiments à l'occasion de ma récente déclaration concernant l'avenir de l'Arménie.

C'est un grand plaisir pour moi d'avoir reçu cette lettre amicale de celui qui a assidûment travaillé pour la cause de l'Arménie et qui a personnellement tant contribué à porter la question de l'Arménie devant l'opinion de l'Europe.

Je suis, de votre Excellence, etc. etc..

A. J. BALFOUR.

Les États-Unis et l'Arménie

On nous écrit de New-York à la date du 16 juillet :

A la célébration de l'« Indépendance Day » au Mount Vernon, le 4 juillet, l'Arménie a été représentée par M. M. Sevasly, représentant aux États-Unis de la Délégation Nationale armé-

nienne et président de l'Union Nationale arménienne d'Amérique.

Le 3 juillet, les délégués des différents groupes nationaux tinrent une réunion préliminaire à Washington où il fut décidé que M. Felix J. Strykmans, représentant des citoyens américains d'origine belge, adressât la parole au président Wilson, au nom de tous les groupes ethniques présents.

Les délégués furent cordialement entretenus par le président Wilson à bord du yacht *Mayflower*.

M. Sevasly déposa sur la tombe de Washington une couronne de lauriers portant cette inscription : *L'Arménie martyre à l'illustre héros et champion de la liberté humaine et des droits des nations.*

A l'issue des cérémonies du Mount Vernon, pendant la traversée de retour à bord du *Mayflower*, M. Sevasly a eu l'honneur d'avoir une courte conversation avec le président Wilson qui a été très cordial et affable. Des quelques paroles échangées, M. Sevasly a emporté la conviction qu'au jour des règlements, justice sera faite aux revendications des Arméniens comme à celles de toutes les nations opprimées. Voici d'ailleurs les quelques traits saillants de la conversation.

M. Sevasly remercia le Président de son magnifique discours au Mount Vernon, qui constitue, dit-il, une nouvelle *Magna Charta* et une nouvelle *Déclaration d'Indépendance* pour toutes les nations, et que les Arméniens considéreront comme le meilleur gage de la réalisation de leurs aspirations nationales. Le président Wilson, dans sa réponse, affirma catégoriquement qu'au Congrès de la paix, aucune question ne sera laissée à demi résolue, que toutes les questions, y compris la question arménienne, seront liquidées une fois pour toutes.

Une pétition au Congrès américain

Plusieurs journaux des Etats-Unis publient la pétition suivante, invitant leurs lecteurs de l'adresser, revêtue de leurs signatures, au Congrès américain :

Attendu que les survivants du peuple arménien au Caucase russe, privés d'armes et de munitions, se trouvent dans le danger d'être

exterminés par l'Allemagne et la Turquie; attendu que l'honorable Edward C. Little de Kansas, dans son discours devant le Congrès du 7 février, a porté devant le Gouvernement l'importance de l'armée arménienne au Caucase, ainsi que la valeur de cette noble race chrétienne, si longtemps négligée par les autres nations chrétiennes; nous croyons devoir, au lendemain de l'anniversaire de l'indépendance de notre chère nation, solliciter notre Gouvernement à prendre un intérêt spécial à la vie et à la liberté de ce peuple le plus martyrisé entre tous, uni avec nous dans les idéals de Liberté, en race et en religion et qui combat, actuellement au Caucase aux côtés de la Liberté.

Nous appuyerons le Gouvernement dans toute mesure qu'il jugera nécessaire de prendre en vue de protéger notre petit Allié au Caucase.

La situation au Caucase

Notre correspondant de Genève nous écrit ce qui suit, en date du 30 juillet :

En lisant les journaux allemands, on comprend plus ou moins les visées allemandes en nos régions. Je vous signalais dans la presse allemande les protestations contre l'avance des Turcs au Caucase. Le parti militaire allemand préfère mettre directement la main sur le Caucase et voit de mauvais œil un trop grand agrandissement de la Turquie dans cette direction. Les Allemands basent leurs réclamations sur le respect du traité de Brest-Litovsk. D'après certains bruits, Allemands et Turcs sentiraient la nécessité d'assurer le front du Caucase dans le cas d'une lutte éventuelle entre la Bulgarie et la Turquie, lutte dont on parle de plus en plus.

La solution proposée par les Allemands pour liquider la question arménienne serait de constituer l'Arménie russe en Etat indépendant. Il n'est nullement question de l'Arménie turque, et personne n'ignore que la question arménienne telle que l'a posée le congrès de Berlin (1878) concerne surtout les régions arméniennes de l'Empire ottoman. C'est donc une solution inacceptable pour les Arméniens. C'est la même méthode allemande employée pour la question polonaise qui est appliquée dans le cas de l'Arménie : les Allemands donnent de l'indépendance seulement aux peuples et aux pays qui ne se trouvent point sous le joug germano-turc !

Nous n'avons jusqu'ici aucune information sur l'issue des pourparlers de Constantinople et de Berlin. Ils procèdent avec une lenteur étonnante et manifestement voulue. Il est clair que les Arméniens du Caucase pour accepter ces pourparlers ont dû se trouver dans des conditions vraiment difficiles. D'autre part, quelques télégrammes *viâ* Le Caire signalent la continuation de la lutte entre Arméniens et Turcs : ces pourparlers ne seraient-ils pas un piège de nos ennemis comme dans le cas de la prise de Kars ?

Il est hors de doute que l'Arménie ne peut attendre sa libération que des grandes démocraties alliées de l'Occident, et nous continuons comme par le passé de rester unis corps et âme à la grande cause de nos alliés.

Je veux cependant vous signaler le danger de laisser sans réponse de la part de l'Entente ce coup de la politique et des intrigues allemandes en Arménie. La presse allemande — comme, par exemple, la *Vossische Zeitung* du 17 juillet — publie déjà des informations tendancieuses prétendant que l'Entente veut traiter l'Arménie comme un pays de protectorat ou de colonie quelconque. Cette nouvelle campagne voudrait faire croire aux Arméniens que les Allemands seuls ont réellement donné aux Arméniens un pays libre et indépendant, et quoique la solution allemande soit plutôt une amère ironie, certains Arméniens peuvent, en désespoir de cause, se laisser tromper par ce mirage. Voilà pourquoi une déclaration solennelle de l'Entente comme dans le cas de la Pologne serait à souhaiter.

..

Le même correspondant nous écrit de Genève le 2 août :

Les dernières nouvelles du Caucase démontrent que ce pays est maintenant entièrement sous l'emprise allemande. La presse allemande ne cherche plus d'ailleurs à cacher cette vérité. Le supplément illustré de la *Vossische Zeitung* du 28 juillet porte deux photographies. L'une représente les troupes allemandes massées devant le palais du Vice-roi du Caucase à Tiflis. L'autre montre un cavalier allemand qui amène des prisonniers tartares et turcs pris dans un combat.

La Turquie participe aussi à cette prise de possession. D'après le *Tasvir-i-Efkiar* elle aurait envoyé des plénipotentiaires militaires au Caucase : le général de brigade Abdul Kerim pacha pour la Géorgie et le général Mehmed Ali pacha pour l'Arménie.

Par contre, la *Vossische Zeitung* du 30 juillet signale la présence des troupes de cavalerie indiennes à la frontière de la Perse et du Turkestan, ainsi que dans les ports méridionaux de la mer Caspienne.

Dépêche particulière de notre correspondant à Caswin (Perse)

23 juillet.

Bloqué entre les forces turques avançant dans diverses directions et les bandes tartares opérant sur toute l'étendue de la Transcaucasie, séparé des Géorgiens qui proclamèrent leur indépendance avec l'appui des Allemands, le Conseil National arménien de Tiflis, pour sauver l'existence du peuple arménien, s'est vu obligé de composer avec les Turcs vers mi-juin, après avoir proclamé une République indépendante arménienne d'Ararat. Les seuls districts arméniens qui furent reconnus par les Turcs comme faisant partie de l'Arménie indépendante sont ceux d'Erivan et d'Etchmiadzine, confinés à l'est de la rivière Katzakh, embrassant un territoire d'environ 12.000 kilomètres carrés, avec une population de 400.000 habitants dont le quart tartare.

Des pourparlers en vue de la ratification du traité de paix sont engagés à Constantinople entre les plénipotentiaires turcs et arméniens. Entre temps la lutte continue dans les régions situées en dehors des limites artificielles du nouvel état, notamment sur la ligne Elizabetopol-Bakou où Turcs, Allemands et Tartares tentent de forcer le front arménien à 100 kilomètres à l'ouest de Bakou. La situation est critique. Les communications entre Tiflis, Erivan et la Perse septentrionale sont interrompues. Une partie de nos compatriotes de Kars, d'Alexandropol et d'autres districts occupés par les Turcs se sont réfugiés au Caucase du Nord en des circonstances pénibles. Des massacres sur une grande échelle n'ont pas été commis jusqu'aujourd'hui, mais la population est partout en grande détresse.

Avant-hier Andranik télégraphia de son quartier-général à Nakhitchévan protestant contre les conditions de paix imposées par les Turcs et affirmant sa volonté de continuer la lutte.

La lutte continue

Moscou, 24 juillet. — On mande de Bakou que les troupes russo-arméniennes avancent dans le Caucase. La station d'Awluch a été prise. (Wolff).



Communiqué turc du 12 août

Attaquant de Maindoab vers le sud, nous avons refoulé sur Sain-Kala des bandes ennemies encouragées par les Anglais. L'ennemi a subi de lourdes pertes. Parmi les tués se trouvent deux officiers anglais.

N. — Maindoab est au sud du lac d'Ourmia, et Sain Kala à 40 milles au sud-est. Ces places sont considérablement au nord de la route Bagdad-Hamadan-Recht traversée par les forces britanniques se dirigeant vers les régions de la mer Caspienne. Le communiqué parlant vaguement de « bandes » ennemies, il s'agit probablement des chrétiens nestoriens, très hostiles aux Turcs, et qui, d'après les dernières nouvelles, ont lié partie avec les Anglais. (Times).



La dépêche suivante communiquée de Téhéran à l'Agence Havas, se rapporte sans doute à la même affaire et constitue un démenti à la version turque :

Les Arméno-Syriens ont remporté, à la date du 5 août, à Sain-Kala, des succès sérieux contre les Turcs, qui reculent vers Revendouze.

Les Anglais à Bakou

On mande de Téhéran, 30 juillet, que les communications avec Chiraz ont été rétablies, *via* Saïd-Abad.

La tribu de Kachgaï, révoltée, qui barrait la route, est rentrée dans l'ordre.

Londres, 31 juillet. — Les troupes anglaises viennent d'occuper Enzeli, sur la mer Caspienne.

Bakou est maintenant sous la menace directe de l'armée anglaise. Récemment, les Bolcheviks ont été chassés de la ville.

Londres, 15 août. — Le corps expéditionnaire britannique, qui s'est avancé de Bagdad vers la Caspienne, et qui a atteint Recht et Enzeli, il y a quinze jours, a été transporté par mer à Bakou, attaqué par les Turcs.

En ce moment, une petite armée, composée de Britanniques, d'Arméniens et de Russes, livre bataille aux Turcs dans ces parages. Ces troupes alliées sont commandées par le général russe Dukoutchaieff.

..

Le commandant des troupes britanniques à Bakou, le major général Dunsterwill, a adressé à la population une proclamation déclarant que son gouvernement ne poursuit que la sauvegarde des intérêts des Alliés dans leur lutte contre l'impérialisme allemand et que son action est basée sur un accord conclu avec la dictature provisoire du gouvernement caspien (Wolff.)

..

Voici les détails que donne le Times du 16 août au sujet de ces importantes opérations :

On peut maintenant publier des détails au sujet des forces britanniques qui ont frayé leur passage de Bagdad, par Khanikine, à la frontière persane, traversant le col de Paitak et parcourant Kermanschah, Hamadan, Kazvin pour arriver à Enzeli, sur la rive sud-ouest de la mer Caspienne. Ces forces tiennent toute cette longue ligne; en outre, elles viennent d'envoyer un détachement par la mer Caspienne à Bakou.

Bakou est défendu contre les Turcs par les Arméniens, par des Bolcheviks et le détachement britannique. Cette force se compose en tout de 8.000 hommes et elle tient une ligne à l'ouest de la ville. Elle est sous le commandement d'un général russe, Dakoutchaieff. Les Turcs sont environ au nombre de 10.000, dont 7.000 réguliers.

Les forces britanniques tenant la route de Bagdad à Enzeli sont naturellement susceptibles d'être attaquées par les Turcs sur plusieurs points. Elles sont aidées par une tribu amie, les Djélo, qui sont chrétiens et haïssent les Turcs. Le gros des forces turques est concentré

à Tabriz où les Turcs s'efforcent d'organiser les tribus de l'Azerbeïdjan, la province peut-être la plus fertile de la Perse. L'entreprise britannique est aussi favorisée par ce fait que le gouvernement actuel de la Perse est animé de dispositions amicales envers les Alliés.

Dans le nord-est de la Perse, d'autres détachements britanniques provenant des Indes ont été concentrés en vue de parer aux dangers qui pourraient résulter de l'état d'anarchie régnant au Turkestan. Ces troupes qui, après avoir contourné les confins sud et ouest de l'Afghanistan, ont traversé Seïstan et ont établi leur base à Meched, opèrent actuellement sur la voie ferrée transcaspienne. L'extension à Dalbandin — à environ 90 milles au sud-ouest de Nouchki — du chemin de fer Quetta-Nouchki a beaucoup contribué à la concentration de ces troupes. De Dalbandin, on est en train d'allonger la voie ferrée d'encore 160 milles, directement à l'ouest de Mirjawa, situé à 350 milles de distance de Quetta et à une hauteur de 2.852 pieds au-dessus du niveau de la mer.

On ne connaît pas encore d'une manière certaine quels sont les mouvements des détachements indiens qui ont leur base à Meched.

D'Enzeli, un autre détachement britannique a été envoyé à travers la Caspienne à Krasnovodsk, sur la rive orientale de cette mer, où il a saisi la tête de ligne occidentale du chemin de fer transcaspien.

Les Etats-Unis et la Turquie

Londres, 15 juillet. — On mande de Washington au *Times* à la date du 13 juillet :

Les succès alliés en Albanie sont suivis ici avec le plus vif intérêt. En effet, l'intérêt que portent les Américains à la campagne balkanique croît d'une telle manière que la déclaration de guerre faite par le président Wilson l'hiver dernier à l'Autriche se trouve plus que justifiée et que, dans certains milieux, on est d'avis, surtout depuis l'incident de Tabriz, que le moment de déclarer la guerre à la Turquie et à la Bulgarie est proche).

(Havas.)

LE COIN DES LIVRES ⁽¹⁾

Les massacres en Arménie, par FAIEZ EL-GHOCÉIN, traduit de l'arabe par A. el-G. (Bombay, l'an 1335 de l'hégire, 1917 de l'ère chrétienne), in-12 de 62 pages.

L'auteur commence par invoquer le nom d'Allah clément et miséricordieux; puis il communique à son lecteur quelques renseignements autobiographiques: bédouin, originaire du Ledja (Haouran), il fit ses études à Constantinople, fut attaché au vali de Damas, puis nommé kaimakam au vilayet de Mamouret-el-Aziz. La carrière libérale d'avocat lui plut davantage et il quitta les fonctions officielles. Accusé d'avoir travaillé à provoquer un soulèvement arabe contre les Jeunes-Turcs, il fut emprisonné pendant vingt-deux jours à Diarbékir où il resta encore six mois après être sorti de prison.

Lors du séjour qu'il fit dans cette dernière ville, il eut l'occasion de voir et d'entendre les malheurs sans nombre qui accablèrent les infortunés Arméniens. C'est en témoin oculaire et auriculaire, digne de foi, qu'il fournit des détails précis sur les cruautés sans nom exercées par les Turcs et les Kurdes sur les émigrés arméniens, hommes, femmes, vieillards et enfants. On donne, au cours de l'ouvrage, des renseignements qui corroborent ceux que l'on connaissait par ailleurs et qui font ressortir, une fois de plus, quelles atrocités ont été commises sur ces pauvres victimes arméniennes.

L'auteur, qui est musulman, est d'accord avec les chrétiens alliés, pour dévoiler la barbarie et l'infamie turques. Il conclut (p. 54): « Mon but, en publiant cette brochure, est de réfuter d'avance toutes les accusations qui seront dirigées contre l'Islam et de prouver que la responsabilité des cruautés commises contre les Arméniens retombe sur la tête des membres de l'*Union et Progrès* qui tiennent les rênes de l'Etat et qui n'ont agi que par fanatisme de race et par jalousie des Arméniens. La religion musulmane les renie! »

On ne peut qu'applaudir à de si nobles paroles.

La femme arménienne, par Archag TCHOBANIAN. (Paris, B. Grasset, 1918), in-12 de 89 pages.

C'est le texte d'une conférence que l'auteur fit d'abord à Paris le 18 janvier 1917; qu'il répéta ensuite, sous une forme réduite et adaptée, à Boulogne-sur-Mer, à Berck, à Marseille, à Aix en Provence.

Cette peinture, au vrai, de la femme arménienne devrait être connue de tous ceux qui s'intéressent aux choses de l'Arménie. Je n'entends pas dire par là que les vertus et les qualités relevées chez la femme arménienne ne se rencontrent pas chez d'autres peuples, et même en exemples heureusement fort nombreux. Mais on veut signifier sans doute que ces femmes arméniennes, victimes atroces de la cruauté et du sadisme turcs, avaient toutes les qualités

(1) *La Voix de l'Arménie* recevra avec plaisir les ouvrages relatifs aux choses arméniennes et à la question d'Orient, et les signalera à l'attention de ses lecteurs.

requis pour mener la vie heureuse et calme que mènent leurs sœurs d'Europe et d'Amérique.

Cette femme arménienne éprouve non seulement un attachement profond pour le foyer domestique, fait preuve d'une fidélité à toute épreuve aux traditions et à la foi nationales, est un modèle d'épouse et de mère, mais, les circonstances aidant, elle a su sortir de son ambiance quelque peu confinée et devenir l'intellectuelle fine, distinguée, instruite, délicate que l'on rencontre dans nos villes de France et d'ailleurs.

Une fois instruite, l'intellectuelle Arménienne ne pouvait rester étrangère au mouvement littéraire qui gagnait peu à peu l'Arménie dans ces dernières années, et l'on cite heureusement le nom de plusieurs femmes de lettres qui couronnent dignement la pléiade des écrivains arméniens du xix^e et du début du xx^e siècle. Mais il n'est point nécessaire de descendre si bas pour rencontrer des noms de femmes arméniennes dignes d'être mentionnés dans la république des lettres et des arts, et M. Tchobanian évoque des noms, déjà connus, qui, jadis, honorèrent la nation arménienne.

Toutefois, ces qualités, ce talent, ces vertus domestiques ne sauraient suffire pour différencier complètement l'Arménienne de ses sœurs éparses de par le monde. Ce qui constituera la gloire éternelle de la femme, de la jeune fille, de l'enfant arméniennes, c'est son endurance en face de la douleur, son mépris du danger et de la mort; c'est, comme au temps héroïque des premiers martyrs chrétiens, la soif de mériter la palme du martyre, plutôt que d'apostasier, de renier sa foi, ses traditions, son amour, plutôt que de devenir la bête de somme du paysan turc ou la machine à plaisir des fonctionnaires ottomans. Et la liste s'allonge étrangement des femmes qui subirent toutes les tortures, endurèrent toutes les souffrances, affrontèrent tous les supplices, avant de rendre leur âme et de jeter à la face de leurs bourreaux le plus cruel et le plus méprisant des défis.

Voilà la femme arménienne de ces dernières années, douloureuse et éternelle martyre, devant laquelle nous nous inclinons respectueusement.

Le peintre de la mer. Wartan Mahokian (édité par l'*Eclaireur* de Nice, 1918), in-8° de 25 pages.

On a eu l'heureuse idée de réunir dans cette plaquette les principaux articles consacrés au peintre arménien Mahokian et à l'exposition de ses œuvres qu'il fit à Monte-Carlo et à Nice. Ils sont signés de Camille Mauclair, Gaston Brader, Octave Milhe, Georges Maurevert, Marco de Gastyne, U. Bonora. Tous sont d'accord pour signaler le talent du peintre arménien qui s'est formé seul, sans maître, sans école, et dont l'« art n'est inspiré, limité, défini, que par l'échange de son émotion et de la nature ».

Si Mahokian réussit le paysage, il excelle avant tout dans la peinture de la mer avec ses tons fuyants et ses aspects continuellement changeants; il est le poète des vagues, le chantre favori des mouvements de l'eau. « Les œuvres de M. Mahokian peuvent soutenir, avec avantage, la comparaison avec celles des plus grands peintres de la mer ».

C'en est assez pour expliquer le succès de l'exposition Mahokian à l'*International Sporting Club*, et la véritable vision d'art qu'éprouvèrent ceux qui eurent le privilège de la visiter et de la contempler.

F. MACLER.

Le Gérant : EMILE BERTRAND

Imp. M. FLINIKOWSKI, 216, Bd Raspail, Paris (14^e)

